la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 526 — Nouvelle série n° 225 **AVRIL 1967 — 2,50 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois	13 F
Un an	25 F

EXTERIEUR

Six mois	16 F
Un an	30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES
le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 526 - Mai 1967

ENTRE NOUS...

Ça va mieux. Nous parlons de la situation financière de notre revue. Notre appel a été entendu : les retardataires ont commencé de réagir à la circulaire de notre « administration » et beaucoup l'ont fait avec la générosité que nous leur demandions. Nous les en remercions amicalement. Et aussi pour les encouragements et les approbations que certains ont tenu à exprimer au verso de leur chèque.

Nous avons besoin de cette solidarité à la fois matérielle et morale. Grâce à elle, dans son aspect simplement financier, nous avons pu commencer à combler une partie du retard que nous avions chez notre imprimeur. Nous nous retrouvons maintenant avec le retard que l'on peut qualifier de « normal ». Ce qui ne veut pas dire que nous devions nous en accommoder. Nos lecteurs et amis doivent rester vigilants. Nous avons voulu les rassurer, non pas créer chez eux un excès d'optimisme. Il est « normal » aussi que nous soyons toujours gênés aux « entournures » financières. Les mois de fortes rentrées sont généralement suivis de basses eaux.

Ce numéro ne manquait pas de matière et la copie pour le remplir était assez abondante et variée. Une observation pourtant : les grèves actuelles, dans tout le pays, auraient droit à plus de place dans notre revue, et, surtout, à plus de participation d'acteurs ou de témoins de ces mouvements. Nous savons bien que les acteurs, grévistes ou militants, n'ont pas le temps. Ils attendent sans doute que la lutte les laisse souffler un peu. Mais nous avons du mal à rendre vivante une information commentée si nos lecteurs sur place ne répondent pas suffisamment à nos appels.

On retrouvera heureusement, dans ce numéro, la suite de notre rubrique nouvelle « La bride sur le cou » où nous donnons la parole — une parole libre — aux jeunes militants. Nous espérons que nous aurons maintenant, à chaque fois, de quoi l'alimenter.

Les jeunes arrivent donc (pas en foule!) et les anciens ne lâchent pas encore. Du doyen de notre rédaction, nous avons dans ces pages une étude très intéressante sur les problèmes monétaires internationaux tels qu'ils sont actuellement débattus par « les grands », et tels aussi que les doctrinaires socialistes et autres les ont envisagés.

Nous attirons l'attention sur un document que nous publions sur la crise actuelle dans le syndicalisme américain, sur le conflit rouvert entre l'A.F.L. et son leader conservateur Meany et le C.I.O. avec Walter Reuther. Ce conflit provoquera évidemment des remous sur le plan international.

Cette sélection de notre sommaire n'entend pas être limitative. Lisez tout, discutez tout, critiquez tout. Il faut autour de notre revue, de ses articles, de ses choix, une animation de bonne augure, l'animation de la jeunesse laborieuse et de la liaison réelle avec la vie ouvrière.

LES GRÈVES : celles qui durent celles qui sont terminées... celles qui se préparent

Pour bien parler d'une grève, sans se contenter de reprendre et de commenter les informations de la presse quotidienne, il faut être « dans le bain ». Le mieux est d'être gréviste soi-même ; au moins faut-il y être mêlé à quelque titre que ce soit. Mais celui qui est « dans le bain » n'a généralement pas le temps d'écrire sur la grève.

Nous avons frappé à la porte de nos amis de Saint-Nazaire. Peut-être trouveront-ils le temps de nous parler dans ce numéro même... ou dans le suivant ? A l'heure où nous écrivons, Saint-Nazaire est encore à la pointe du combat. Un combat nouveau dans au moins un de ses aspects, puisque ce sont les « mensuels » de la métallurgie qui le mènent. Au moment où nous écrivons ces lignes, il y a déjà plus de quarante jours qu'ils ont cessé le travail... et l'on parle de record de durée. Les ouvriers « horaires » n'ont été entraînés dans la lutte que par le lock-out des Chantiers navals de l'Atlantique, lequel a accru la dureté du combat. C'est toute cette cité de Saint-Nazaire, point toujours très sensible de la lutte de classe, qui vit maintenant à l'heure de la grève.

Le camarade Félix Bidé, que nous avions sollicité parmi d'autres, pour témoigner et commenter, nous écrit qu'il craint de « *manquer d'objectivité dans une relation qui veut des faits précis et des chiffres réels* ». Il exprime une seconde crainte : « *Je ne voudrais pas nuire par des assertions, vraies ou erronées, à un mouvement toujours en cours dont je souhaite la réussite, même si le caractère hiérarchisé et catégoriel des revendications en cause ne rejoint par mes propres aspirations égalitaires.* »

Notre ami de Saint-Nazaire nous dit que la quasi-totalité du personnel de la métallurgie nazairienne est maintenant « dans le bain » et « *qu'elle revendique dans son ensemble, avec une fermeté exemplaire, l'augmentation des salaires, toute la population derrière elle, semble-t-il. Deux impressionnants cortèges viennent à l'instant de défiler, l'un composé de milliers de femmes, précédant l'autre qui groupait grévistes et lock-outés... Mais le président-directeur général Pinczon semble résolu à ne plus rien céder et je n'entrevois vraiment pas de dénouement au conflit dans l'immédiat* (la lettre de Bidé est du 6 avril). *Il faudrait étendre celui-ci et songer à revenir au vrai syndicalisme. Mais ceci est une autre histoire...* »

⁂

Discutons donc cette opinion de notre camarade. Nous devrions d'abord être fixés sur ce qu'il faut entendre par « le vrai syndicalisme ». Au fond, nous ne faisons pas autre chose ici que de chercher ensemble cette définition ; non seulement en nous appuyant sur les opinions des militants, qui peuvent être très variées, mais sur les réalités de l'action syndicale et ouvrière. En un certain sens, « le vrai syndicalisme », c'est celui dont nous constatons, dans les faits, les orientations, les tactiques et les résultats, bons ou mauvais. Le vrai syndicalisme, c'est peut-être le syndicalisme tel qu'il est, qu'il corresponde ou non à ce que nous voudrions qu'il soit. Sur ce point, la discussion n'est pas épuisée... et elle n'est pas près de l'être.

« *Il faudrait étendre le conflit* » nous dit notre ami. Je ne crois pas que nous soyons ici, systématiquement, des « généralistes » ; je veux dire que nous considérions, dans tous les cas, l'extension d'un mouvement comme un moyen certain de le renforcer. Il peut arriver que des tentatives d'extension l'affaiblissent. Mais peut-être Félix Bidé a-t-il raison dans le cas particulier ? Nous avons préconisé, dans notre dernier numéro, une forme d'extension de la grève au pays tout entier, sans que cela signifie nécessairement la multiplication du nombre des grévistes qui, à la pointe du combat, seraient soutenus par une solidarité générale et active. On ne doit jamais cesser de revoir la stratégie des grèves.

⁂

Cette stratégie comporte les voies et moyens de commencer une grève (la spontanéité n'étant jamais exclue), de la conduire dans des conditions qui ne sont jamais exactement les mêmes, et de la terminer. « *Il faut savoir terminer une grève* ». On a reproché à Maurice Thorez d'avoir prononcé cette phrase dans des circonstances données et désormais historiques. La formule n'est d'ailleurs pas de lui, mais de Lénine lui-même. Cela ne lui confère pas un caractère sacré, mais le bon sens commun et le bon sens ouvrier suffisent à dire qu'en effet « il faut savoir terminer une grève ». Ce n'est pas vers Saint-Nazaire que je regarde en écrivant cela, mais vers Lyon et Besançon où des grèves viennent de prendre fin dans des conditions douteuses. Ce ne sont pas les premières qui se terminent ainsi. Il semble même que ce soit devenu une caractéristique des grèves françaises (et pas seulement françaises) que ces rentrées confuses où l'insatisfaction domine. Entendons-nous bien : une grève se termine rarement par une victoire complète. Mais la quasi-unanimité du départ devrait se retrouver à la fin, si régnait une véritable démocratie ouvrière, si « les sommets » syndicaux n'avaient pas leur existence et leur comportement séparés des pulsations de la vie des ouvriers devenus des combattants. Ajoutons à ces circonstances malheureusement trop générales, le fait qu'en France il y a concurrence entre plusieurs états-majors syndicaux et que l'intérêt commun des ouvriers en lutte ne gagne pas toujours à cette rivalité, même quand l'unité d'action au sommet est apparemment réalisée.

Le camarade Pocthier, de Besançon, que nous avons consulté sur la grève de Rhodiaceta, nous demande un peu plus de temps pour nous donner quelque chose « d'étoffé ». Bien entendu, nous lui donnons tout le temps qu'il lui faut et nous attendons son article pour notre prochain numéro. Mais il nous écrit déjà que « *si le résultat de la grève a été une augmentation des salaires de 3,80 %, rien n'a été fait sur le problème des réduction d'horaires.* » Il ajoute que « *la reprise n'a été décidée qu'à une faible majorité* ».

A propos des incidents qui ont marqué un peu partout les reprises de travail, il nous faut par-

ler de ceux qui ont eu lieu à Rhodiaceta de Lyon-Vaise. Nous devons le faire parce que le journal « l'Humanité », fidèle à sa vieille tradition stalinienne, n'a pas manqué, le 23 mars dernier, de mettre en cause « les provocateurs » et, parmi eux, l'instituteur *Paul Duthel*, militant bien connu, qui, au moment des incidents évoqués, faisait sa classe à 20 km de là ! Sous prétexte que Duthel est « trotskyste », le voici mêlé à « l'intervention des forces de police ». Ce n'est pas parce que la méthode est déjà ancienne et usée que nous devons la laisser passer sans la relever et la dénoncer. Indépendamment de ce que chacun de nous peut penser des opinions de Duthel, plus particulièrement des opinions qu'il a eues sur cette grève, ce camarade dont la sincérité et l'honnêteté sont insoupçonnables, a droit à la solidarité et à l'amitié de tous les syndicalistes.

⁂

C'est le propre des vagues qu'elles se suivent de près. Après Lyon, et presqu'en même temps, Saint-Nazaire, et après Saint-Nazaire, la Lorraine et les mineurs de fer. Cela est le signe d'une situation de grosse mer auquel patrons et technocrates se trouveraient bien d'être attentifs. Et maintenant, il y a la fonction publique... On en est à la procédure Toutée. Dans la mesure où nous y comprenons quelque chose, la procédure Toutée doit répartir les masses salariales que la procédure Grégoire avait calculées, avec tout ce que ce calcul comporte d'aléatoire, de discutable et de contestable. Ce serait trop beau si tout ce labyrinthe bureaucratique était capable de venir à bout des contradictions d'une société où les oppositions de classes subsistent et s'aggravent.

Nous n'avons pas ici seulement à les constater, à en prévoir les explosions et à en suivre le développement. Nous avons d'abord et avant tout à être solidaires de la révolte des exploités du système. Cette solidarité doit se manifester sous toutes les formes possibles, et d'abord sans doute sous la forme d'une solidarité financière. Que chacun s'en préoccupe par la voie qui lui semblera la plus propice et la plus immédiate.

Raymond GUILLORÉ.

LE « CONTROLE » DES « FRAIS GÉNÉRAUX »

... est pavé de bonnes intentions !

On aurait pu croire qu'enfin l'Administration allait se décider à réagir contre les patrons-technocrates qui pillent la production non seulement par leurs « salaires » astronomiques mais encore par des « frais généraux » plus ou moins fictifs qui échappent à toute imposition.

La loi du 12 juillet 1965, complétée par l'arrêté du 27 juillet 1966, oblige en effet les sociétés à déclarer :

a) les rémunérations directes et indirectes versées aux dix personnes les mieux payées pour les entreprises de deux cents salariés et aux cinq personnes les mieux payées pour les entreprises de moins de deux cents salariés ;

b) les frais de voyage des mêmes personnes ;

c) les frais relatifs aux véhicules mis à leur disposition, ainsi qu'aux immeubles non affectés à l'exploitation ;

d) les dépenses de cadeaux et les frais de réception ;

e) les allocations et indemnités forfaitaires versées aux dirigeants des entreprises et à ceux qui leur sont assimilés.

Il manque dans cette énumération les salaires des larbins, jardiniers, cuisinières, etc., inscrits comme employés et ouvrières de l'entreprise ; et aussi les sommes camouflées dans le budget de publicité et dans celui de la recherche.

Toutefois, c'était un commencement, imparfait et bien tardif, mais nous qui dénonçons ce scandale depuis des années, nous ne pouvions faire autrement que d'applaudir.

D'après la nouvelle réglementation les dépenses en « frais généraux » non justifiés, dépassant le montant des bénéfices, ou dont le montant aurait trop vite augmenté, devaient être réintégrées dans les bénéfices imposables et, de plus, communiquées à l'assemblée des actionnaires. Cela paraissait prometteur !

UN COUP D'ARRET

Mais voici qu'une « Instruction » diffusée par la Direction générale des Impôts, qui jugeait sans doute cette loi trop sévère pour ses amis de banquets, accorde l'exonération de ces obligations pour « circonstances particulières » !

Tel que nous connaissons l'esprit civique de nos patrons-technocrates, nous sommes convaincu qu'ils trouveront tous le moyen de se fabriquer des « circonstances particulières » !

D'autre part, quand on sait que les assemblées d'actionnaires sont en général de simples formalités, la minorité de petits et moyens « porteurs » qui y assistent ne sont guère préparés à faire de l'opposition sur des sujets que les patrons-technocrates (aidés en cela par leurs technocrates-employés) s'ingénient à rendre inextricables, on comprendra qu'après cette « Instruction » il ne reste pas grand-chose des bonnes dispositions de la loi.

FIFTY FIFTY

Mais voici qui est plus grave.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'expliquer, les patrons-technocrates ne se contentent pas seulement de se faire nommer P.-D.G. de leur entreprise mise en société anonyme, de rafler ainsi, avec leurs « salaires » abusifs et des « frais généraux » très particuliers, des sommes plus importantes de plus-value qu'il ne leur aurait été possible de faire avec les dividendes de leurs actions, mais, en plus, ils placent encore leur femme comme directeur adjoint, leur fils comme directeur des ventes, leur fille comme directrice de la publicité, etc. Bien entendu, ce sont les technocrates-employés qui font le travail ; les membres de la tribu, bien placés, se contentent de signer des dossiers auxquels ils ne comprennent rien et de rafler les millions. En fin d'année il ne reste pas un sou pour les autres actionnaires. C'est ainsi qu'en France 18.000 entreprises prospèrent en travaillant avec un déficit aussi fictif que le sont le travail de ces messieurs-dames.

Jusqu'à présent l'Administration avait des pouvoirs de contrôle très étendus sur ces sortes d'abus. Un contrôleur des finances plus sévère (ou

plus honnête) pouvait toujours contester l'appréciation trop complaisante du collègue trop, disons, « compréhensif » qui était passé avant lui examiner les comptes d'une entreprise. C'était une disposition fort sage, car on sait que les moyens ne manquent pas aux technocrates des grandes entreprises, qui dînent avec les ministres, de rendre « compréhensif » un vérificateur de l'administration ; cela va de l'intimidation et du chantage jusqu'à la corruption.

Désormais, s'il n'y a pas de changement dans la situation de l'entreprise ou dans celle des membres de la tribu, « lorsque le vérificateur a formellement admis qu'il en est bien ainsi, ces rémunérations ne pourront pas être contestées lors d'une nouvelle vérification, pour la période qui l'a précédée ».

Ainsi il suffira aux patrons-technocrates de rendre « compréhensif » un seul vérificateur pour ensuite être tranquilles ! Quelle belle carrière en perspective pour les inspecteurs des Finances chargés du contrôle des grandes entreprises qui deviendront leur fief...

UN REGIME HYBRIDE

Mais ces tours de passe-passe, où technocrates de l'Etat et technocrates du privé s'entendent pour piller d'un commun accord la production, ne feront qu'aggraver la crise des investissements. Car si notre système économique est devenu technocratique quant aux méthodes d'accaparement de la plus-value, il est resté capitaliste quant à la façon de se procurer des capitaux : si l'on excepte la coûteuse location d'argent ça se passe toujours encore par la vente d'actions. Or, comme nous l'avons vu, patrons-technocrates et technocrates-employés ne laissent plus rien pour les actionnaires.

La puissante Compagnie générale de télégraphie sans fil (C.S.F.) qui emploie plus de 28.000 personnes, vient de nous fournir une illustration sensationnelle de cette situation. Alors que l'entreprise est en pleine expansion, la direction, dans sa réunion du 5 avril, vient de décider que les actionnaires ne toucheront pas un sou sur les 1.400 millions de nouveaux francs du chiffre d'affaires de l'année dernière ! Prétexte : l'ouverture l'année prochaine des dernières barrières à l'intérieur du Marché Commun. En revanche, il n'a pas été question d'imposer des sacrifices ni aux technocrates, ni aux quelque 3000 cadres supérieurs de cette énorme entreprise !

Comment s'étonner après cela que les épargnants préfèrent acheter de l'or, du terrain, ou des appartements, plutôt que des actions qui non seulement ne rapportent plus rien mais encore dégringolent en Bourse. Et pour cause, plus personne n'en veut !

Et ce n'est ni le plan Loichot-Capitant-Vallon, ni les « portefeuilles » délivrés par les bureaux de poste qui font double emploi avec les livrets de caisse d'épargne, ni les réserves imposées aux caisses de retraite qui redresseront la situation. En « bas » tout est déjà « raclé à l'os » ; l'hémorragie se situe au niveau des cadres supérieurs et des patrons-technocrates.

Il faudrait donc instituer un contrôle des frais généraux par les sections syndicales de l'entreprise ; fixer de plus un salaire limite pour les technocrates (le Salicrate articulé sur le Smig) ; et, enfin, après cela, remplacer les impôts sur les salaires par des prélèvements à la production avec création d'un fonds national d'investissements.

La malfaisance des parasites limitée et tous les employés du fisc intégrés à la production, en voilà des économies qui accéléreraient l'expansion chère à nos dirigeants ! Mais ce serait déjà un début de socialisme...

Maurice LIME.

Les commissions ouvrières en Espagne

A la suite de la publication par « Le Monde » d'un article sur les problèmes du syndicalisme actuel en Espagne, un militant des « Commissions Ouvrières » espagnoles, Daniel Fernandez a adressé à ce journal une mise au point dont nous extrayons le passage suivant :

« Il faut d'abord préciser qu'aucun groupe syndical clandestin ne peut prétendre à leur paternité. La première commission, formée à Bilbao en 1962, était déjà composée par des militants de la S.T.B. (basque) de l'U.S.O. (socialiste), du P.C. et d'autres militants sans filiation. Nées spontanément, improvisées parfois dans l'entreprise, elles se sont étendues ensuite au domaine provincial, professionnel et interprofessionnel. Etant donné leur caractère large, spontané, la rapidité de leur expansion, il est naturel que s'affrontent en leur sein des conceptions syndicales diverses disposant de stratégies et de perspectives propres. Voyons-en en gros, les principales.

« Le P.C. espagnol sait que dans un proche avenir il n'a pas de possibilités politiques et il cherche à se placer sur le terrain syndical. D'une manière intelligente et en abandonnant des formules périmées il s'est fixé à travers les « commissions » un objectif : travailler avec les inorganisés, se placer dans les villes et les entreprises importantes, redonner du prestige à ces leaders, réaliser des actions spectaculaires, politiser la masse.

« De leur côté, les organisations syndicales démocratiques non communistes qui élaborent leur stratégie à partir de la réalité et d'une analyse sérieuse de la situation souhaitent utiliser, en partant de la base et de formules permettant des actions de masse, toutes les possibilités à l'extérieur ou à l'intérieur de l'appareil syndical officiel, c'est-à-dire travailler dans l'illégalité, mais aussi le plus possible dans la légalité, en exploitant cette dernière au maximum.

« Les militants de formation et d'aspiration démocratique doivent donc défendre au jour le jour, au sein des « commissions », les principes démocratiques face aux manœuvres de groupes d'orientation totalitaire et qui ont des buts extrasyndicaux. Cette lutte interne, même si elle n'intéresse pas le grand public, n'étonnera pas ceux qui connaissent la vie syndicale ou politique quotidienne et clandestine où tout est recouvert du manteau de « l'opposition ». Certes, ces « nuances » peuvent échapper au spectateur extérieur. Mais il serait erroné de présenter comme porte-parole du syndicalisme démocratique des leaders dont personne ne met en doute les « qualités » ; on peut cependant faire des réserves en ce qui concerne leur qualification de « démocrates ». Du moins pour nous, le P.C. espagnol n'est pas encore aujourd'hui un modèle démocratique. Nous trouvons naturel ce désir du P.C. de redonner du prestige par tous les moyens à ses hommes en tant que leaders ouvriers. Mais nous ne voudrions pas que vous contribuiez à l'équivoque. Les « commissions ouvrières » sont devenues un grand instrument de lutte pour la conquête d'un syndicalisme unifié libre. Ces objectifs ne dépendront pas automatiquement de l'évolution propre des « commissions ». Peut-être que les conditions de l'unité indispensable ne seront pas comprises par tout le monde de la même façon. Le syndicalisme espagnol de demain est en gestation. Les forces qui le modèleront sont en place, mais son visage futur est inconnu de tous. »

L'humanité est redevable à la science de toutes sortes de bienfaits. L'un deux. c'est que très bientôt on pourra réduire la semaine de travail à une dizaine d'heures.
(Ma conception du monde.) Bertrand RUSSEL.

Nous avons reçu une longue lettre d'un jeune camarade de Lyon. Nous en extrayons l'article suivant que nous considérons comme une excellente vue personnelle sur l'attitude d'un jeune militant d'aujourd'hui face aux partis politiques, et, surtout, face au syndicalisme. Cela pourrait s'intituler :

La découverte du syndicalisme

Puisque vous parlez des « jeunes », permettez-moi de donner mon avis sur ce problème. Disons tout de suite que j'en vois de deux sortes : ceux qui, satisfaits de leur situation immédiate, n'espèrent qu'une chose : qu'elle durera et qu'ils resteront éternellement jeunes, et puis ceux qui ont conscience de la précarité de leur situation présente, voient au-delà, et par le biais de leurs problèmes personnels posent celui plus général de leur place dans la société. Dans le fond, c'est le processus classique de la prise de conscience de classe. Mais à mon sens là n'est pas l'essentiel de la difficulté.

Pour les jeunes le premier pas à faire consiste à donner un sens à cette prise de conscience et surtout une expression. Que leur offre-t-on pour cela ? Des organisations politiques, des organisations syndicales, je ne parle pas évidemment des organisations « apolitiques ».

Pour les premières, liquidons rapidement le cas des partis S.F.I.O., Radical pour cause de trop évidente sclérose, et puis parce qu'il semble depuis quelques années, et même peut-être depuis plus longtemps, qu'ils se soient résolument engagés vers la voie gestionnaire de la société capitaliste. Le P.S.U. est peut-être à part. Il est plus attrayant, mais son aspect technocratique et un goût immodéré des sciences politiques et économiques le laisse apparaître comme amateur de théorie cultivant l'action pour l'action.

Il reste le cas du P.C. Il faut bien constater que la plupart du temps les prises de position peuvent se résumer par une définition par rapport au P.C. C'est à mes yeux ce qui explique entre autres le côté activiste du P.S.U., et les jeunes, c'est-à-dire les nouveaux venus à la vie politique ou syndicale auront tout d'abord intérêt à clarifier au maximum leur attitude vis-à-vis du P.C.

Disons en premier lieu qu'il garde l'auréole révolutionnaire d'un parti fort de plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, et de près de 5 millions d'électeurs. Il possède, même si, selon les circonstances historiques, il en a dénaturé parfois le sens, l'arme théorique au service du prolétariat, c'est-à-dire la théorie de la lutte des classes. En un mot, il conserve aujourd'hui encore une certaine potentialité révolutionnaire, ne serait-ce que par rapport aux partis de « gauche » qui aujourd'hui sont venus le rejoindre.

Pour être à même de mieux apprécier la situation, il faut alors piocher l'histoire du P.C., aussi bien l'histoire du parti bolchevik de Lénine, que celle du P.C. français depuis sa création. Il faut s'abreuver aux sources du mouvement ouvrier, il faut connaître l'histoire de la Première Internationale, rencontrer Bakounine de manière à mieux peser l'importance de Marx et en imaginer ses limites. Il faut connaître l'histoire du mouvement socialiste jusqu'à 1920, voir la diversité des courants qui le composent, étudier les circonstances et la signification de 1920.

Il est alors impossible lors d'une telle étude de ne pas rencontrer l'idée libertaire sans laquelle tout reste dramatiquement sec. Il est extraordinaire de constater combien celle-ci illumine d'une généreuse clarté ce mouvement ouvrier qui nous est si cher.

L'anarchisme dans ce qu'il a de plus noble, de plus élevé est alors le ciment indispensable qui donne une plus nette cohésion à l'histoire de ce mouvement, et je crois que, petit à petit, se fait jour l'idée que si le marxisme n'a fait que décrire l'homme futur dans ses rapports économiques avec les autres hommes, il manque quelque chose, ce quelque chose que seul l'anarchisme apporte : la notion morale dans les rapports entre les hommes.

En fait, cette idée est déjà vieille, mais elle grandit aujourd'hui, elle aide à comprendre, elle aide à se définir par rapport au P.C.

Si le problème de l'engagement politique peut ainsi être déblayé, en cas de non satisfaction il reste l'engagement syndical. Et lorsque l'on a pratiqué un peu le syndicalisme, on ne peut que constater que là est le véritable engagement. Même si j'ai l'air de le présenter comme une solution de rechange, je reconnais qu'il constitue fondamentalement l'expression même de la prise de conscience. En outre, son côté formateur permet aussi en se mettant à la disposition de sa classe l'épanouissement de la personnalité du militant.

Ainsi, c'est vers le syndicalisme qu'il faut pousser les nouveaux militants. Mais aujourd'hui que trouveront-ils ? Certes, souvent des choses décevantes, mais la lutte quotidienne pour la défense des intérêts de classe reste exaltante, et tout le secret est dans l'engagement, celui qui vous fait découvrir le véritable sens de la fraternité humaine.

Ces quelques réflexions n'avaient d'autres buts que de vous dire comment on peut concevoir la formation des jeune militants au travers de quelques expériences personnelles.

A. BUJARD.

Chez les travailleurs espérantistes

Réunis en congrès à Bruxelles les 25, 26 et 27 mars 1967, les travailleurs espérantistes de S.A.T.-Amikaro (association pour la diffusion de l'espéranto dans les pays de langue française) ont voté à l'unanimité une résolution où il est dit :

Aux termes des débats de notre congrès, nous demeurons convaincus de la nécessité absolue de l'utilisation de l'espéranto pour que les peuples se libèrent des traditions nationalistes.

Les nationalistes ont en grande partie responsables des guerres actuelles, comme celle du Vietnam qui se poursuit devant trop d'indifférence.

A l'opposé de ces tendances nationalistes, nous voulons répandre cette idée de la Raison que le premier pas vers la paix universelle peut être l'étude de la langue espéranto : c'est seulement à l'aide d'une langue commune qu'il sera possible à tous les hommes d'acquérir et d'assimiler une véritable conscience de l'humanité.

Pour tous renseignements sur l'espéranto et son étude à S.A.T.-Amikaro, 67, avenue Gambetta, Paris (20e) qui vous enverra sa première leçon gratuite.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Vers de nouveaux moyens d'action

Sous ce titre, les camarades Maurice Piolet et Jean Soffietto ont présenté un rapport au congrès de l'Union Départementale F.O. de la Loire, qui vient de se tenir le 2 avril à Montbrison. Nous aurons, espérons-le, dans ces colonnes, des échos de la discussion de ce rapport et des résolutions qui l'ont conclue. Tel qu'il se présentait avant le congrès, il restait encore assez général ; il procédait surtout par questions posées aux syndiqués, ce qui est de bonne démocratie. Son mérite est d'essayer de formuler clairement ce que tout militant syndicaliste pense : il faut adapter les moyens d'action de la classe ouvrière aux conditions nouvelles du capitalisme d'aujourd'hui. Personne ne peut nier sérieusement les transformations structurelles du capitalisme ; la discussion ne peut porter que sur l'importance de ces transformations, sur le point de savoir si, la quantité se muant en qualité, l'adversaire de classe, l'exploiteur de la force de travail, a changé de base, de comportement et de moyens ; si, comme nous le pensons en général ici, la tendance à l'installation du capitalisme d'Etat est irréversible. Ce point étant admis, ne pas penser à adapter les moyens d'action, se refuser même à en discuter sous prétexte d'intégrisme révolutionnaire, c'est repousser l'analyse des situations réelles pour se bercer au ronronnement des mots.

Nous avons ici même, et plusieurs fois, posé la question de l'adaptation des moyens d'action et nos camarades de la Loire nous rejoignent. Ils écrivent : « *...Beaucoup de nos militants ne sont pas encore prêts à accepter l'idée qu'il faut modifier notre comportement traditionnel au niveau des moyens. Trop peu sont encore persuadés qu'il faut s'adapter à une situation nouvelle. C'est d'autant plus vrai qu'en notre milieu syndicaliste révolutionnaire, on en reste souvent aux mêmes armes et aux mêmes arguments, même devant la constatation d'échecs.*

Mais pour que l'affirmation « syndicaliste révolutionnaire » ne soit pas, elle aussi, qu'une formule sacrée, une référence respectueuse à un passé auquel on demeure attaché, il faut lui redonner un contenu concret sur le plan international. Sur ce point essentiel, le rapport préparatoire de la Loire ne répond sans doute pas suffisamment. On ne peut tout faire à la fois, mais il faudra que cela soit fait.

Nos camarades Piolet et Soffietto résument leur rapport en quatre interrogations principales : comment, sans s'aliéner dans l'appareil d'Etat, assurer la présence et la pression du syndicalisme ouvrier au moment de l'élaboration des plans économiques ? Comment conclure des conventions collectives professionnelles valables pour la durée d'un plan, mais toujours revisables ? Comment reposer la question de l'unité syndicale sur le plan européen ? Comment créer et gérer des « caisses de résistance » pour financer des grèves « dures » toujours nécessaires ?

Cette question du « fonds de réserve » pour soutenir une lutte éventuellement massive et longue, prouve assez que nos camarades n'abandonnent pas l'action directe traditionnelle, qu'ils veulent seulement lui donner une autre puissance et une autre efficacité. Sur ce point, encore controversé dans sa forme et même dans son fond, le rapport de la Loire en est déjà aux propositions concrètes et chiffrées. Il établit ses calculs sur la base de plusieurs hypothèses. En voici une : assurer l'équivalent du S.M.I.G. à tout travailleur en grève, soit actuellement une indemnité journalière, égale pour tous, de 12 F, plus éventuellement des compléments familiaux. Si 250.000 syndiqués acceptent de payer une cotisation supplémentaire spéciale de 2 F par mois, ils constituent ainsi, en un an seulement, une caisse capable de soutenir, sur la base précédente, 20.000 grévistes pendant 20 jours. Vous pouvez faire le calcul proportionnel si, sans augmenter la cotisation, vous multipliez le nombre des cotisants ou le temps de constitution de la caisse. Or, est-ce un sacrifice sensible que 2 F par mois ?

Nous verrons comment les délégués du congrès F.O. de la Loire ont réagi à ces propositions. Mais comment déjà réagissent, sur le fond comme sur la forme, les lecteurs de la « R.P. », les anciens et les nouveaux, les classiques et les modernes ?

Le temps de travail en U.R.S.S.

On peut reprocher beaucoup de choses à la « R.P. », non de laisser tomber une question après l'avoir posée. Nous avons une certaine suite dans les idées.

C'est ainsi que nous avons parlé plusieurs fois du temps de travail en U.R.S.S. Nous en parlions pour avoir une vue comparative des durées du travail dans les différents pays et notamment en France. C'est sans doute dans ce dernier pays que cette durée est la plus longue, sauf pour les ouvriers qui, selon l'horizon social du Ve Plan, commencent à ne plus avoir de travail du tout.

Dans notre numéro de février 1966, il y a donc un peu plus d'un an, nous faisions état de différents témoignages sur le temps de travail en U.R.S.S. Etait-il vrai que, suivant un des propos tenus par M. Khrouchtchev lors de son voyage en France, le temps de travail hebdomadaire effectivement appliqué en U.R.S.S. était de cinq jours de sept heures ? Des camarades syndicalistes affirmaient l'avoir vérifié dans certains services qu'ils avaient visités en U.R.S.S. D'autres contestaient le fait, surtout pour l'ensemble des travailleurs russes. Il nous fallait bien constater l'impossibilité d'avoir une réponse claire et convaincante à une question apparemment si simple. L'un de nous aurait pu jeter dans la discussion cet argument : il y a trente-cinq ans, quelqu'un qui le touche de très près et qui était alors employé à « l'Agit-Prop » centrale du P.C.F. se trouvait chargé d'écrire, dans les informations qu'il fournissait aux propagandistes du parti, que la durée du travail en U.R.S.S. était déjà de cinq fois sept heures par semaine, il y a trente-cinq ans !

« Le Monde » du 17 mars dernier nous apporte un nouveau document. Le correspondant de l'A.F.P. à Moscou y commente un décret du comité central, du conseil des ministres et du conseil des syndicats. Pour le cinquantenaire de la Révolution, la semaine de travail de cinq jours sera progressivement généralisée et le passage devra être achevé pour le 7 novembre.

Après avoir constaté que ce régime de travail, contrairement à ce qui avait été dit, n'était encore jusqu'à présent qu'exceptionnel et expérimental, il nous faut regarder de plus près les modalités

de ce décret. S'agit-il de cinq jours de sept heures de travail ? Non pas. Le décret précise que « *la durée générale actuelle du temps de travail hebdomadaire est maintenue* », à savoir, dit le commentateur, *quarante et une heures.*

De plus, nous lisons que « *les travailleurs dont le passage à une semaine de cinq jours n'est pas nécessaire, par le caractère de leur production et de leurs conditions de travail, conserveront le même régime de travail* ». Ce n'est donc pas encore une généralisation. Il nous paraît que la semaine de cinq jours n'a pas besoin d'être « nécessaire » pour être utile et hautement recommandable.

Le commentateur ajoute : « Il semble donc que la réforme ne touchera que certaines catégories de travailleurs, ceux dont le métier s'effectue dans des conditions pénibles (mineurs et ouvriers d'usine, par exemple) et aussi les femmes... »

La dépêche publiée par « Le Monde » nous indique encore ceci : les deux jours de congé hebdomadaires ne seront pas forcément consécutifs et ils ne tomberont pas forcément le samedi et le dimanche. Ce système ne va pas sans difficultés. C'est ainsi qu'un article de la « Pravda » du 26 août dernier, rendant compte de l'expérience menée depuis 1960 dans la ville textile d'Ivanovo, à 300 kilomètres de Moscou, signale que l'application de la réforme à titre expérimental, a provoqué des perturbations dans les foyers où les époux n'ont pas les mêmes jours de sortie.

Allons ! cela n'est pas commode, ni aussi satisfaisant qu'aurait pu le laisser supposer une certaine propagande. Mais nous saluons l'application, dans les cas où elle se fera, de la semaine de travail de quarante et une heures en cinq jours, en observant toutefois que ce système n'est pas exceptionnel non plus dans la France capitaliste elle-même.

Voici notre dernière question, fondamentale à nos yeux : quelle est la part des travailleurs eux-mêmes dans l'élaboration et la décision des modalités de cette réforme du régime de travail ? Nous la poserons encore cette question quand nous commémorerons, nous aussi, le cinquantenaire de la révolution russe et quand, à cette occasion, nous mettrons en valeur les thèses de « l'opposition ouvrière ». Ce fut la première opposition qui se manifesta du temps de Lénine. Celui-ci ne l'extermina pas parce que Lénine n'était pas Staline, mais aussi parce que l'opposition ouvrière renaît sans cesse et se développe sur le terrain même de la réalité industrielle et sociale.

Contre la répression des « situationnistes » de Strasbourg

Le président de la section strasbourgeoise de la Mutuelle des Etudiants, Bruno Vayr-Piova, a été exclu de l'Université de Strasbourg.

Quel était son crime ? Leader des « situationnistes » de Strasbourg que nous avons présentés dans ces colonnes, il avait affiché des propos injurieux pour le recteur, M. Maurice Bayen.

Que les propos aient été injurieux, cela ne nous étonnerait pas tellement. Mais l'intelligence consistait à les prendre avec le sourire, en considérant aussi que ces étudiants « situationnistes » — comme nous l'avons montré — ne disent pas que des injures ; celles-ci ne sont que le sel. Ces jeunes étudiants incommodes méritent tout autre chose que la colère administrative et les foudres universitaires.

Mais M. Maurice Bayen pouvait-il comprendre cela ? Des personnes qui le connaissent ont dit : « Ce n'est pas possible, M. Bayen qui montre de l'énergie ! » Il paraît qu'il n'en a pas l'habitude. Sans doute, ce fonctionnaire en manque-t-il seulement quand il devrait en avoir ? Il a voulu se faire illusion par cet acte de répression stupide.

Avant d'être recteur à Strasbourg, M. Bayen dirigeait le Palais de la Découverte à Paris. Ces mêmes personnes qui le connaissent assurent cependant qu'il n'a jamais rien découvert.

Salut et solidarité à Hugo Blanco et aux syndicalistes péruviens

L'Amérique du Sud est, après l'Asie du Sud-Est, le deuxième point chaud du monde. Les dictatures militaires et les tyrannies y sont presque aussi nombreuses que les Etats. Avec la haute protection du gouvernement des Etats-Unis qui poursuit là-bas la même politique stupide et butée. Tant pis pour lui.

Notre devoir de syndicalistes ouvriers est en tout cas de saluer la lutte que les syndicalistes latino-américains mènent contre les tyrans. Au Pérou, des militants qui se mirent à la tête des révoltes paysannes sont emprisonnés et, en ce moment même, menacés de mort.

Sans entrer aujourd'hui dans l'étude et la discussion de la situation réelle en Amérique du Sud, nous déclarons notre solidarité militante avec Hugo Blanco et ses compagnons, victimes de l'oppression féodale.

R. G.

Nous rappelons que

LE SAMEDI 22 AVRIL, à 15 heures

78, rue de l'Université, Paris-7e (Métro : Solférino)

a lieu la CONFERENCE du camarade WERBROUCK

Secrétaire général de la Fédération F.O. de l'Electricité et du Gaz

sur le sujet :

LA HIERARCHIE DES SALAIRES ET LE PROJET SYNDICAL DE L'E.D.F.

Cette conférence-débat est organisée par l'Union des Syndicalistes qui vous y invite fraternellement

Après la démission de Walter Reuther,

GRANDEUR ET FAIBLESSE DU SYNDICALISME AMÉRICAIN

La grandeur du syndicalisme américain réside dans son organisation, dans sa richesse et dans sa combativité. Du point de vue organisation, les syndicats américains ont atteint un niveau très élevé, et malgré qu'ils ne groupent qu'environ 20 millions de syndiqués sur près de 80 millions de salariés, ils représentent une force sociale des plus puissantes, sinon la plus puissante des Etats-Unis. Leur richesse est immense et les réserves colossales qu'ils ont constituées leur permettent de faire face à des grèves de longue durée qui sont inconcevables en Europe. Du point de vue combativité, les syndicats américains ont montré qu'ils étaient à l'avant-garde du syndicalisme mondial. En effet, tout récemment encore nous avons connu des grèves formidables, très longues.

Cette puissance du syndicalisme américain impressionne quiconque se penche tant soit peu sur la vie sociale aux Etats-Unis. Et pourtant, malgré cette puissance, il se dégage une impression de faiblesse, d'impuissance même. C'est que la grandeur du syndicalisme américain a un revers : l'absence totale de perspectives sociales. C'est là que réside la faiblesse du syndicalisme américain, faiblesse qui le paralyse et qui l'empêche de jouer un rôle en rapport avec sa puissance dans la société américaine et dans la politique mondiale. Faiblesse qui est cause aussi de son peu d'influence sur le mouvement syndical mondial, malgré les puissants moyens dont il dispose.

Cette faiblesse, un document va nous permettre de la mesurer, de l'apprécier. Il s'agit d'une lettre que le grand syndicat de l'automobile, dont le leader est Walter Reuther, a adressée à tous ses syndicats locaux pour expliquer les raisons de sa rupture avec la direction de l'AFL-CIO. On se souvient, en effet, que les dirigeants de ce syndicat ont quitté, à la fin de l'année dernière, la direction de l'AFL-CIO en affirmant publiquement qu'ils étaient en désaccord avec cette direction et particulièrement avec son président George Meany.

Reuther et Meany d'accord contre « le communisme »

Dans cette lettre, les dirigeants du syndicat de l'automobile expliquent non seulement leur désaccord avec la direction de l'AFL-CIO, mais développent aussi leur conception du rôle du syndicalisme. On comprend dès lors qu'un examen de ce document va nous permettre d'apprécier à sa juste valeur ce syndicalisme, d'autant plus que le syndicat de l'automobile représente l'aile gauche du syndicalisme américain.

Le document en question, qui porte la date du 8 février 1967 et s'intitule « Lettre du bureau central », commence par rappeler ce que disait la lettre du 28 décembre dernier à propos du désaccord avec la direction de l'AFL-CIO. Or, chose étrange, le seul extrait qui nous soit donné de cette lettre concerne la question du « communisme ». Je dis étrange, parce que l'influence communiste étant pratiquement nulle aux Etats-Unis, on peut se demander pourquoi elle est au centre des préoccupations syndicales et du désaccord avec la direction de l'AFL-CIO. Mais quand on examine attentivement les textes, on s'aperçoit que la question du « communisme » pour les syndicats américains est une question de politique étrangère. En effet, pour eux le « communisme » n'est pas un mouvement politique ou syndical existant dans leur pays, mais c'est la Russie soviétique, la Chine et les pays de l'Europe de l'Est. Et dans la mesure où il existe un mouvement communiste dans le monde, ils ne le considèrent que comme une création des pays communistes, comme l'œuvre d'un CIA soviétique. Aussi le problème du « communisme » pour les syndicats américains n'est pas un problème social, mais national.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que les dirigeants du syndicat de l'automobile se déclarent en complet accord avec ceux de l'AFL-CIO sur la lutte contre le « communisme ». En effet, la lettre en question dit qu'il « n'existe aucune différence fondamentale entre l'UAW et l'AFL-CIO qui se sont engagés l'une et l'autre à résister à l'agression communiste et à lutter contre toute forme de tyrannie, quelle qu'elle soit, qui risquerait de détruire la liberté humaine et de réduire l'esprit de l'homme à l'esclavage ». Comme on le voit, le désaccord avec l'AFL-CIO n'est pas là. Il est dans le moyen, dans la manière de combattre le « communisme ». C'est tout au moins ce qui se dégage de ce passage de la lettre où les dirigeants du syndicat de l'automobile disent : « *Nous sommes tous d'avis, cependant, que la façon la plus efficace de combattre le communisme est de bien faire fonctionner la démocratie. Nous sommes convaincus que l'anticommunisme en soi, s'il n'est accompagné de rien d'autre, n'est pas suffisant.* » Et en quoi consiste cet « autre » ? En ceci : « *Nous devons prendre des mesures positives,* poursuit la lettre, *pour abolir la pauvreté et la faim et pour éliminer l'injustice économique et sociale, autant d'ingrédients que le communisme exploite et qu'il s'efforce de transformer en instruments de pouvoir politique.* »

Arrêtons-nous un instant sur cela.

Il est évident que l'anticommunisme en soi est aussi réactionnaire que l'anticapitalisme en soi. Il ne faut pas s'arrêter au seul aspect dictatorial des régimes dits communistes. Il faut voir ce qu'ils représentent historiquement et socialement. Un régime, quel qu'il soit, ne saurait se maintenir des dizaines d'années par les simples vertus de la dictature, fût-elle la plus raffinée. Si ce régime se maintient dans les pays où il s'est installé et s'il gagne en influence dans d'autres, c'est qu'il répond à quelque chose. C'est ce quelque chose qu'il faut rechercher. Si le « communisme » n'a jamais pu se développer en Angleterre et aux Etats-Unis, malgré la liberté dont il bénéficie, alors qu'il se développe en Amérique latine malgré la répression dont il est l'objet, c'est que dans les premiers pays il ne correspond à rien, alors qu'il répond à quelque chose dans les seconds. Le syndicat de l'automobile semble avoir conscience de cela quand il dit qu'il faut « abolir la pauvreté et la faim » et « éliminer l'injustice économique et sociale ». Seulement, il semble ignorer totalement que cet état de choses, qui existe précisément en Amérique latine, est le fait d'une structure économique archaïque mi-féodale, mi-capitaliste, qu'il faudrait abolir. Or toute la politique américaine s'oppose à cette abolition et consacre tous ses efforts à soutenir des dictatures militaro-policières dont le seul objet est de sauvegarder les privilèges des

grands propriétaires fonciers et des trusts capitalistes contre la volonté d'émancipation des paysans et des ouvriers. Comment les dirigeants du syndicat de l'automobile pourraient-ils abolir la pauvreté et la faim, éliminer l'injustice économique et sociale en Amérique latine sans bouleverser de fond en comble la structure économique et sociale de ces pays ? Et comment pourraient-ils bouleverser cette structure sans un vaste mouvement populaire partant à l'assaut des gouvernements dictatoriaux qui règnent sur la plupart de ces pays ? Voilà les questions auxquelles devraient répondre Walter Reuther et ses amis. Pour le moment en Amérique latine la situation est la suivante : d'un côté il y a les propriétaires fonciers, les trusts capitalistes et leurs gouvernements militaro-policiers qui exploitent le peuple ouvrier et paysan ; de l'autre il y a les paysans et les ouvriers qui veulent se débarrasser de cette exploitation moyenâgeuse. Dans cette lutte, les communistes sont du côté du peuple, pour des raisons anti-américaines peut-être, mais le fait est qu'ils sont du côté du peuple. Le gouvernement américain, lui, est du côté des propriétaires fonciers, des capitalistes et des gouvernements militaro-policiers. De quel côté est le syndicalisme américain ? Si par anticommunisme, il refuse de soutenir la lutte du peuple contre les privilégiés et leur gouvernement, alors inutile de parler d'abolir la pauvreté et la faim, inutile de vouloir éliminer l'injustice économique et sociale, inutile de chercher à « bien faire fonctionner la démocratie ».

L'idéologie du syndicat de l'auto...

Après cette question de l'attitude du syndicalisme américain face au « communisme » et à laquelle les dirigeants du syndicat de l'automobile n'apportent pas de réponse valable, nous trouvons dans le document que nous avons sous les yeux un chapitre consacré aux « buts et aspirations du mouvement syndical des Etats-Unis ». Il y est dit que « l'UAW estime... qu'un muouvement syndical libre et démocratique, dans une société libre, a l'obligation de faire face à certaines responsabilités sociales et essentielles ».

Ces responsabilités, les voici :

« *Il doit travailler à améliorer la situation et le bien-être de ses membres et de leurs familles au moyen de négociations collectives et d'une législation progressive appropriée.*

« *Il doit s'efforcer, en tant que membre responsable de la communauté nationale, de contribuer à la solution des problèmes collectifs et à l'amélioration de la condition de tous les citoyens, gardant à l'esprit que le mouvement syndical ne peut progresser qu'en contribuant au progrès général de la collectivité tout entière et de tout le pays.*

« *Il doit faire usage de sa position privilégiée de force sociale moderne et progressive, en coopération avec les autres organisations de progrès dans chaque collectivité, afin de préseneter des initiatives nouvelles dans le domaine social, dans le sens d'une réforme créatrice et constructive de la société.*

« *Il doit s'efforcer, en collaboration avec le mouvement syndical du monde libre, de consolider les forces de la liberté, de résister au communisme et à toutes les formes de totalitarisme qui prétendent à l'esclavage de l'esprit humain.*

« *Il doit s'efforcer, en coopération avec tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, de diminuer la tension mondiale, de combattre la misère, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'injustice sociale, et de jeter des ponts de compréhension entre les nations et les pays, afin qu'une communauté mondiale plus rationnelle et plus humaine, dans laquelle la paix et la liberté seront garanties à tous, puisse apparaître.*

« *Il doit symboliser dans sa structure interne et ses méthodes, les valeurs fondamentales de la démocratie afin de garantir que ses programmes, ses politiques et ses activités reflètent la haute valeur morale et sociale de la cause syndicale et donnent, à tous et partout, un aperçu des promesses d'un régime démocratique dans une société libre.* »

...mais bureaucratisme de l'A.F.L.-C.I.O.

Telles sont les responsabilités que le syndicalisme américain doit prendre, selon les dirigeants du syndicat de l'automobile.

On voit à leur lecture combien sont timides les objectifs syndicaux du syndicat qui représente la gauche du syndicalisme américain. Dans le premier alinéa, le passage le plus audacieux concerne « une législation progressive appropriée ». Quand on pense au retard des Etats-Unis en matière de législation sociale, une telle revendication paraît bien anodine. Dans le troisième alinéa il est question « d'une réforme créatrice et constructive de la société ». Ce qui est encore plus anodin. Dans le cinquième alinéa il est question de « combattre la misère, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'injustice sociale ». C'est sans doute le passage le plus audacieux. Mais comme il se situe dans un alinéa consacré à la politique internationale, on peut se demander si cela concerne les Etats-Unis. Dans le dernier alinéa, il est dit que le mouvement syndical « doit symboliser dans sa structure interne et ses méthodes, les valeurs fondamentales de la démocratie ». C'est le point le plus intéressant à la fois parce qu'il exprime une idée que l'on oublie trop souvent et parce qu'il révèle la cause essentielle du conflit avec la direction de l'AFL-CIO.

Une idée juste ! Il est évident qu'on ne peut pas construire une société démocratique quand on est une organisation non démocratique. Or les syndicats américains sont plus bureaucratisés que démocratiques et ressemblent plus à des cabinets d'affaires qu'à des syndicats. C'est certainement ce bureaucratisme qui a paralysé l'AFL-CIO à laquelle le syndicat de l'automobile reproche de se complaire dans l'immobilisme et d'être devenue « la gardienne du statu quo ». Et c'est parce qu'il n'a pas réussi à sortir l'AFL-CIO de cette ornière bureaucratique que le syndicat de l'automobile a décidé de reprendre sa liberté d'action et de présenter « ses recommandations sur les grands problèmes politiques à l'ensemble du mouvement syndical ». En effet, nous dit la lettre du bureau central de l'UAW :

« *Dans ce climat antidémocratique, où les décisions obtenues démocratiquement sont ignorées ou réduites à peu de chose, les décisions d'un congrès inexécutées, les articles des statuts violés, les idées et conceptions nouvelles repoussées, où l'opposition et la diversité ne sont plus tolérées, il n'est plus possible de partager les responsabilités d'une direction... Dans ces conditions, prolonger l'appartenance à ces organismes (de direction) n'est qu'un exercice dénué de sens et nous ne pouvons en conscience continuer à y participer.* »

Comme on le voit, c'est bien le régime interne de l'AFL-CIO qui est la cause essentielle de la rupture. Et après cette rupture avec la direction de l'AFL-CIO, le syndicat de l'automobile présente les grandes lignes de son programme.

Le premier chapitre de ce programme concerne précisément les réformes internes et démocratiques de l'AFL-CIO. Les mesures proposées sont les suivantes :

« Elargir le Conseil exécutif de l'AFL-CIO pour le rendre plus représentatif...

« Constituer un Comité exécutif, comme l'exigent les statuts...

« Donner au Bureau général la possibilité de pleinement partager les responsabilités de la direction dans l'élaboration des principaux programmes et décisions politiques et dans leur mise en œuvre.

« Renforcer la tâche et les responsabilités des Comités permanents, afin de leur permettre d'apporter au mouvement syndical leur contribution constructive maximum.

« Créer un conseil de discipline... ayant la responsabilité de faire respecter le code de moralité de l'AFL-CIO et de défendre les droits démocratiques des adhérents.

« Renforcer les Fédérations et Conseils d'Etat et régionaux au moyen de clauses statutaires garantissant que les syndicats locaux, les chapitres et les unions affiliées à l'AFL-CIO accepteront de partager proportionnellement les frais de l'action essentielle menée... »

Ces réformes démocratiques de l'AFL-CIO sont si anodines qu'on se demande quel doit être l'état de bureaucratisation de la grande centrale syndicale américaine pour qu'il faille les conquérir.

Le deuxième chapitre du programme est consacré au recrutement. La direction du syndicat de l'automobile estime qu'il faut organiser les millions de travailleurs qui ne le sont pas encore, notamment dans le bâtiment, le commerce, les bureaux et les ouvriers agricoles, ainsi que ceux des industries secondaires. Il y a en effet aux Etats-Unis une masse considérable de travailleurs non syndiqués qui se trouve principalement dans les activités secondaires ou morcelées et qui constitue une masse de manœuvre que les éléments réactionnaires de la société américaine utilisent contre le syndicalisme. Les organiser et s'intéresser à leur sort doit donc être une tâche essentielle du syndicalisme qui s'appuie essentiellement sur les travailleurs les plus privilégiés.

C'est sans doute dans ce but que sur la question des salaires, qui fait l'objet du chapitre trois, il est prévu « l'élaboration d'une politique générale des salaires bien conçue qui puisse apporter la justice et l'équité aux salariés américains, sur une base en rapport avec l'ensemble des besoins de la société et les réalités de notre technologie en évolution. »

Une politique générale des salaires est importante car elle est le seul moyen de protéger les travailleurs les plus défavorisés. En outre, une telle politique amènera inévitablement les syndicats américains à poser le problème du partage du revenu national. Enfin une politique générale des salaires est le seul moyen d'éviter la disparité des salaires qui résulte de l'action dispersée des différents syndicats et qui a comme conséquence de diviser les travailleurs, de les dresser les uns contre les autres.

Rôle du syndicalisme dans la société

Le chapitre quatre de ce programme est consacré au rôle et responsabilité du mouvement syndical dans la société. Pour affirmer ce rôle, voici ce que propose le syndicat de l'automobile :

« L'élaboration de programmes économique et politique pour permettre au mouvement syndical de remplir son rôle légitime... dans la reconstruction de nos villes et nos campagnes, pour assurer des logements de bonne qualité, à prix modique... pour créer un milieu sain et agréable qui soit digne de l'homme.

« Donner à chaque enfant et à chaque adolescent... une éducation lui permettant de se former et de se développer au maximum.

« Assurer dans une plus large mesure la sécurité et la dignité des gens âgés...

« Abaisser les barrières économiques qui interdisent aux Américains l'accès aux avantages que procure l'usage intensif des soins médicaux de haute qualité.

« Faire preuve de plus de courage et de compassion dans la lutte pour l'égalité des droits de tout Américain...

« Travailler avec le gouvernement et les groupes privés à promouvoir des programmes politiques et économiques pour la croissance et l'expansion maxima de notre économie nationale...

« Fournir des chefs capables de s'imposer de façon constructive et les ressources nécessaires pour développer une collaboration étroite avec d'autres groupes qui agissent en renfort des programmes gouvernementaux dans une croisade totale contre la misère humaine dans cette terre d'abondance.

« Jouer un rôle plus actif à l'échelon fédéral, de l'Etat et local... pour mettre en œuvre des programmes nécessaires pour conserver et développer les ressources naturelles, éliminer la pollution de l'atmosphère et de l'eau et améliorer le milieu où nous vivons.

« Patronner les conférences et groupes de travail, en collaboration avec la communauté intellectuelle et universitaire libérale et les groupements de jeunesse afin de renforcer notre alliance historique avec ceux qui peuvent être et seront les alliés naturels des travailleurs dans notre vaste effort pour le bien commun. »

Pas révolutionnaire

Un examen, même rapide, de ces points définissant le rôle et la responsabilité du mouvement syndical dans la société, nous permet de constater qu'il n'y a pas la moindre allusion à une transformation de cette société, pas la moindre allusion à la suppression du salariat qui, pourtant, est la base de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la société moderne. Le seul but que se pose le syndicat de l'automobile est l'amélioration des conditions de vie dans la société actuelle, sans même se poser la question de savoir si cette amélioration est compatible avec la structure de cette société. Or il est évident, et l'histoire le montre suffisamment, que l'amélioration des conditions de vie dans une structure donnée n'est possible que jusqu'à un certain niveau au-delà duquel il n'est plus possible de progresser sans transformer la structure de la société. C'est ainsi que pour réaliser la mesure préconisée pour les soins de santé il faut transformer les soins de santé en service public, c'est-à-dire en sécurité sociale et non les laisser dans le domaine commercial.

En ce qui concerne les relations avec le mouvement syndical mondial, le programme ne trouve rien d'autre à dire que :

« Renforcer la compréhension et la coopération par un effort commun en vue d'agrandir les frontières de la justice économique et sociale et promouvoir la dignité humaine et la liberté dans le monde. »

Formule générale qui ne veut pas dire grand-chose. Que pense le syndicat de l'automobile de la C.I.S.L. ? Comment envisage-t-il les relations de celle-ci avec la F.S.M. et les mouvements syndicaux des pays neufs ? On l'ignore.

Nous ne trouvons pas de grandes idées non plus dans le chapitre suivant consacré au rôle du mou-

vement syndical américain dans un monde en transformation. Voici ce qu'il y est dit :

« *Défendre et accroître la liberté.*

« *Résister au communisme et à toutes les formes de régime totalitaire qui asservissent l'esprit de l'homme.*

« *Diminuer la tension mondiale en jetant des ponts de compréhension internationale tendant à la réduction des armements et à l'édification d'une paix juste et durable, permettant aux pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents de vivre en paix dans un monde plus rationnel et responsable.* »

Voilà, c'est tout ce que le syndicat de l'automobile trouve à dire pour sa politique internationale.

Quelle est la position du syndicat de l'automobile sur la politique américaine au Vietnam, en Amérique latine ? Que pense-t-il de la politique américaine envers l'U.R.S.S. et la Chine, notamment sur l'admission de cette dernière à l'O.N.U.? Que pense-t-il du problème des matières premières qui préoccupe tant les pays sous-développés et de la politique américaine envers ces pays ? Et combien d'autres problèmes qui préoccupent le monde ! Le syndicat de l'automobile semble les ignorer, tandis que les dirigeants de l'AFL-CIO s'en occupent à la manière du C.I.A. ou des diplomates gouvernementaux.

Le syndicat de l'automobile est certainement rempli de bonnes intentions quand il parle de « défendre et accroître la liberté », de « diminuer la tension mondiale ». Mais ce ne sont là que des formules un peu vagues que l'on trouve, d'ailleurs, chez tous les gouvernements qu'ils soient de l'Occident ou de l'Est.

Comme on le voit, l'examen des propositions du syndicat de l'automobile, qui est la gauche du syndicalisme américain, nous montre combien ses perspectives sociales sont restreintes. On reste étonné, devant la faiblesse de ces propositions, qu'il y ait pu avoir un désaccord avec la direction de l'AFL-CIO. Aussi, bien que les dirigeants du syndicat de l'automobile affirment que leur désaccord avec la direction de l'AFL-CIO « s'étend aux programmes, aux politiques et aux principes », il est plus que probable que la véritable cause réside dans les méthodes antidémocratiques de l'équipe Meany. C'est d'ailleurs ce qui se dégage de ce passage :

« *L'unité syndicale, déclare le syndicat de l'automobile, qui 'sappuie sur des rapports monolithiques, ne peut être qu'une unité de forme et non de fond. L'unité de fond n'est réalisable que lorsque les programmes et politiques du mouvement syndicaliste découlent de discussions libres et franches, où la diversité peut être harmonisée en un dénominateur commun pour l'action collective.* »

Perspectives limitées

Cela est tout à fait juste, nous en savons quelque chose, en France avec la C.G.T. Et le syndicat de l'automobile a eu raison de briser le carcan bureaucratique de la direction de l'AFL-CIO. Il n'en reste pas moins que si les perspectives syndicales du syndicat de l'automobile ne vont pas plus loin, il est douteux qu'il puisse réveiller le syndicalisme américain et en faire l'animateur du syndicalisme mondial, comme les Etats-Unis sont les animateurs de la politique mondiale. Il y a d'ailleurs ici un contraste entre le rôle énorme que jouent les Etats-Unis dans la politique mondiale et l'insignifiance du rôle joué par le syndicalisme américain. Mais il y a un contraste encore plus grave.

Les Etats-Unis sont le pays où le capitalisme a atteint le plus haut degré de développement, où il a subi les plus profondes transformations et qui, par conséquent, est le pays le plus mûr pour la construction du socialisme, car toutes les conditions objectives de cette construction y sont réalisées. Par contre la classe ouvrière et son expression consciente, le syndicalisme, qui devrait être l'élément conscient de cette construction, n'a pas du tout conscience de cette construction et encore moins de sa nécessité. Le syndicalisme américain est encore tout imbu de préjugés bourgeois et ne voit pas plus loin qu'un enrichissement individuel. Aussi il ne faut pas s'étonner que les perspectives du syndicalisme américain soient si pauvres.

Le 30 mars 1892, dans une lettre à Sorge, Engels écrivait à propos du mouvement ouvrier aux Etats-Unis :

« Que les Américains s'y mettent un jour, mais avec une énergie et une virulence à eux, nous serons en Europe des enfants en face d'eux. »

Trois quarts de siècle se sont écoulés depuis cette lettre, et ce jour n'est pas encore venu. Il est vrai que l'histoire n'est pas comme les hommes : elle a le temps. En tout cas l'avenir nous dira si l'initiative du syndicat de l'automobile s'inscrit dans ce sens.

Pierre RIMBERT.

L'ATTAQUE CONTRE LES TEAMSTERS SE DEVELOPPE

A peine les portes de la prison se sont-elles refermées sur J. Hoffa, le président du puissant syndicat des camionneurs américains (1.800.000 adhérents), que déjà l'attaque patronale se développe contre les conventions collectives, jugées trop favorables aux ouvriers, que l'emprisonné avait réussi à imposer aux patrons de combat.

Prenant prétexte de grèves « sauvages » qui accompagnaient les négociations en cours, les principales entreprises ont décrété un lock-out qui touche 65 % des camionneurs.

L'Administration laisse faire, alors qu'elle peut imposer une trêve de négociation de 80 jours ; et le remplaçant de Hoffa, le pâle Fitzsimmons, se lamente en protestant de sa bonne volonté et qu'il n'est pour rien dans ces débrayages spontannés qui n'ont pas reçu son autorisation.

Les technocrates américains qui cherchent visiblement l'épreuve de force, avec l'espoir de briser ce syndicat trop puissant que toutes les calomnies et toutes les provocations n'ont pas réussi à entamer, pourraient avoir des surprises !

L'OPINION D'UN AMERICAIN INTELLIGENT

Il serait vraiment extraordinaire que les Etats-Unis qui sont de beaucoup la plus grande puissance militaire du monde, ne soient pas capables de briser la résistance d'un petit pays arriéré.

Et pourtant, il est loin d'être certain que nos adversaires vietnamiens puissent être anéantis par notre puissance de feu si immense qu'elle soit, ou que leur moral soit tellement brisé qu'ils plient leurs tentes et disparaissent. L'ennui, c'est que ces guerriers paysans pensent qu'ils combattent pour leur existence même contre leurs congénères propriétaires, soutenus par des envahisseurs étrangers. Lorsque des hommes pensent qu'être vaincus c'est, de toutes façons, mourir, ils se battent sans peur de la mort.

Walter LIPPMAN.

Washington sur les traces de Proudhon... et de Schacht

Donc, deux questions occupent actuellement le devant de la scène sur le plan de la monnaie : celle de la création de nouveaux « moyens de paiement internationaux », et celle de la « réévaluation de l'or ». Ce sont là deux problèmes distincts, mais qui présentement sont liés assez étroitement l'un à l'autre. Nous les envisagerons donc simultanément.

Bien malin celui qui comprend quelque chose à ce que disent à cet égard hommes politiques ou « économistes », car, suivant la règle constante que suivent les uns et les autres depuis un siècle, c'est-à-dire depuis que la parution du *Capital* a montré les conséquences révolutionnaires qui découlent d'une étude scientifique de l'économie, ces Messieurs ont soint de noyer les problèmes économiques les plus simples au sein d'un pathos tel qu'une chienne n'y reconnaîtrait pas ses petits.

Essayons donc de laisser de côté toute cette logomachie et de voir de quoi réellement il retourne :

Les « moyens de paiement internationaux » dit-on, ne suffisent plus. Ce qui veut dire que les monnaies avec lesquelles les différents Etats ont décidé de s'acquitter de ce qu'ils se doivent les uns aux autres, c'est-à-dire, or, dollars-papier, livres sterling-papier, n'existent plus en quantités suffisantes pour que la totalité des paiements à faire puisse être effectuée.

Il faut donc instituer un nouveau moyen de paiement international, et, pour cela, bien qu'on ne le dise pas encore très franchement, créer un billet de banque « international », qui servirait à régler les comptes entre Etats, tout comme les billets de banque nationaux (billets de la Banque de France, billets de la Banque d'Angleterre, etc...), servent à régler les comptes entre les nationaux d'un même pays.

Nous sommes, en effet, aujourd'hui, au point de vue du paiement entre Etats, dans la même situation que celle dans laquelle on se trouvait il y a quelque deux cents ans pour les paiements entre particuliers et dont on sortit en imaginant, pour suppléer aux monnaies métalliques devenues insuffisantes, les billets de banque.

LES BILLETS DE BANQUE NATIONAUX

Rappelons quelle était alors la situation : on payait les marchandises dont on avait besoin avec des pièces de monnaie, de monnaie métallique, c'est-à-dire des pièces de métal plus ou moins précieux, or, argent, cuivre, dont le poids et le degré de pureté étaient certifiés par chaque Etat, qui y apposait son sceau. Ces pièces de monnaie avaient une valeur par elle-mêmes du fait que le métal dont elles étaient faites avait coûté un certain travail pour être extrait, purifié, etc. et on les troquait, comme tout autre échange, contre des marchandises dont la production avait coûté le même travail.

Ce système, qui avait été imaginé en Asie Mineure, quelque sept cents ans avant notre ère, avait été le seul en usage dans nos pays, durant deux mille cinq cents ans.

Mais, au XVIIIe siècle, se produisit, comme on le sait, la révolution industrielle. Or, quelque temps auparavant, déjà dans nos pays, la production avait atteint un tel volume qu'on s'était trouvé en présence d'une disette de monnaie. Il n'y avait plus assez de pièces de monnaie, plus assez d'or et d'argent pour payer les achats qu'on avait désormais la possibilité de faire. On allait donc peut-être devoir revenir au troc, c'est-à-dire à l'échange direct des marchandises les unes contre les autres, avec tous les inconvénients qu'un tel système comporte.

C'est alors qu'en Angleterre naquit, dans les toutes dernières années du XVIIe siècle, cette invention géniale : le billet de banque.

Je ne sais trop qui en fut le père, elle en eut sans doute plusieurs, d'autant qu'elle n'était guère que la généralisation audacieuse de certains moyens de paiement qui avaient depuis déjà longtemps cours entre banquiers. En tous cas, du jour où le billet de banque eut définitivement conquis le droit de cité, du fait de son adoption par la France révolutionnaire, en même temps qu'un nouveau siècle, le XIXe, commençait, le billet de banque a toujours consisté essentiellement en ceci :

Un particulier ou un groupe de particuliers, en général une banque, amasse une certaine quantité d'or et d'argent, et fait savoir qu'il fera des prêts à quiconque lui paraîtra présenter des garanties de solvabilité suffisantes, à la condition de ne point remettre à l'emprunteur de la monnaie, mais de simples billets portant la signature de la Banque et par lesquels celle-ci s'engage à payer la somme qui est indiquée, en monnaie véritable, en monnaie métallique, or ou argent, dès qu'un quelconque porteur du billet le lui présentera.

Alors, si cette banque a bonne réputation, et surtout si l'on sait qu'elle a dans ses coffres de quoi rembourser en bonnes et solides pièces d'or et d'argent, une fraction suffisamment importante des billets qu'elle a émis, la plupart des gens acceptent ce mode de prêt, ce prêt en « billets de banque », et ils se serviront de ceux-ci pour payer leurs fournisseurs, qui, eux aussi, accepteront ce mode de paiement pour la même raison, et ainsi de suite, sans que personne, ou presque, n'aille à la banque demander le remboursement en vraie monnaie des billets qu'il détient.

Il en résulte qu'il y a, grâce au billet de banque, beaucoup plus de moyens de paiement en circulation que si n'existait que la monnaie métallique. Le surplus est très exactement égal à la différence entre le montant des billets de banque et le montant de l'encaisse en monnaies métalliques que possèdent les banques qui les ont émis.

C'est ce surplus qui permit durant tout le siècle dernier de faire face à l'accroissement des échanges, accroissement qui était plus grand que celui de la production des métaux dont sont faites les monnaies métalliques.

VERS LES BILLETS DE BANQUE INTERNATIONAUX

Mais attention ! les billets de banque dont nous venons de parler sont des billets de banque *nationaux*, c'est-à-dire qu'ils ne sont acceptés en paiement que dans le pays de la banque qui les a émis. Le billet de la Banque de France n'est admis en paiement qu'en France, celui de la Banque d'Angleterre qu'en Angleterre, etc... ; lorsque vous avez à faire un paiement à l'étranger, le billet de votre pays n'a pas cours ; l'étranger à qui on doit une certaine somme accepte bien d'être payé en bil-

lets, mais seulement en billets de son propre pays ; si on n'en a pas, il faut payer en véritable monnaie, en monnaie métallique, en une monnaie dont le métal a par lui-même une valeur égale à celle que vous devez.

Telle était du moins la situation jusqu'au lendemain de la dernière guerre.

Mais, dès la fin de celle-ci, l'on se trouva à l'égard des paiements internationaux dans la même situation que celle où l'on s'était trouvé au XVIIIe siècle à l'égard des paiements nationaux : en raison du développement des échanges internationaux, développement dû principalement à celui des moyens de transports à longue distance, le volume des échanges internationaux, donc des paiements internationaux, était devenu tel qu'on ne disposait plus d'assez de monnaie métallique, d'assez d'or pour les effectuer.

On avait beau compenser ce que les nationaux d'un pays avaient acheté à ceux d'un autre pays, par ce qu'ils avaient vendu à ce pays, le solde était encore trop élevé pour que les stocks disponibles d'or puissent suffire. Alors, eurent lieu les accords dits de Bretton Woods.

Par ceux-ci, les principaux Etats du monde (exception faite, bien entendu, de ceux de l'« Est ») acceptaient d'être payés, non plus seulement en or, mais au moyen de billets, à condition que ceux-ci soient des billets américains ou anglais, parce que les banques qui émettaient ceux-ci, Banques fédérales américaines, Banque d'Angleterre, s'engageaient à les rembourser en or sur simple demande, pourvu que la demande de remboursement n'émane pas de simples particuliers, mais des banques d'émission des pays ayant signé ces accords.

De ce fait, tout comme ça avait été le cas au siècle dernier pour les paiements nationaux, il n'y eut plus besoin d'autant d'or pour effectuer les paiements internationaux. Chaque pays s'acquittait de ses dettes envers les autres, avec des billets sterling ou dollars.

Les accords de Bretton Woods avaient donc créé ainsi, en fait, des billets de banque internationaux, c'est-à-dire des billets acceptés pour les paiements internationaux, mais ces billets de banque internationaux n'étaient, dans leur forme, que des billets de banque nationaux, les billets de banque nationaux de deux Etats, et de deux Etats seulement : l'Angleterre et les Etats-Unis.

Or, aujourd'hui, cette solution ne suffit plus. Elle ne suffit plus parce que les billets de banque américains et les billets de banque anglais, comme tous les autres billets de banque, ne peuvent être créés en quantités illimitées. Il faut, en effet, que l'encaisse-or des banques qui les ont émis représente une fraction suffisamment importante du montant des billets, sans quoi la confiance dans lesdits billets serait ébranlée, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, et tout s'écroulerait.

Or, comme le volume des échanges ne cesse de croître, alors que la production d'or est plutôt stagnante (même en Afrique du Sud elle a diminué au cours des deux premiers mois de cette année) et qu'en raison des achats grandissants de la part du public et des industriels (joailliers, bijoutiers, etc...) les banques d'émission ne peuvent en acheter qu'une part de plus en plus réduite (l'an dernier, elles n'ont pas pu en acheter du tout), les banques d'Amérique et la Banque d'Angleterre ne peuvent plus augmenter leur encaisse-or, et par suite, ne peuvent émettre des billets en quantités suffisantes pour faire face à l'accroissement des échanges tant nationaux qu'internationaux. On risque donc bientôt de ne plus avoir assez de dollars et de sterlings pour assurer ces derniers, même en y ajoutant tout l'or disponible.

Alors, que faire ?

Trois solutions sont actuellement préconisées, plus ou moins ouvertement.

PREMIERE SOLUTION : L'EXTENSION DES ACCORDS DE BRETTON WOODS

La première consisterait tout simplement à faire bénéficier de nouvelles monnaies, le franc par exemple, du privilège dont jouissent seulement actuellement le dollar et la livre sterling, c'est-à-dire que de nouvelles monnaies seraient admises à l'égal de l'or pour les paiements internationaux. Si la banque centrale d'un pays doit à une autre banque centrale une certaine somme, elle pourrait désormais la lui payer en or, en dollars, en livres ou... en francs ou en marks par exemple. Ainsi la masse des moyens de paiements internationaux seraient accrue.

Pour les Etats qui, comme la France gaullienne, mettent le « prestige » au premier plan de leurs préoccupations, cela apparaît évidemment comme la meilleure solution. Pensez donc ! le franc jouissant d'une confiance égale à celle qu'inspirent — ou qu'inspiraient — le dollar et la livre sterling, quel honneur, Madame !

Et il est évident que, dans l'immédiat, une telle mesure accroîtrait la quantité des moyens de paiement internationaux. Car il n'y a pas de raison pour que les différents Etats refusent d'être payés en francs français, en francs suisses ou en marks allemands, alors qu'ils acceptent déjà d'être payés en dollars et en livres, étant donné que les francs français ou suisses et les marks allemands sont à peu près aussi bien garant que le dollar, et même, certainement, que la livre sterling.

Mais ce ne serait là qu'une solution très provisoire, car la quantité de nouveaux francs ou de nouveaux marks qu'on créerait pour effectuer les paiements internationaux ne pourrait être bien grande, car, sinon, l'encaisse-or qui les garantit deviendrait bien vite insuffisante.

Cependant, la raison pour laquelle certains, et notamment le gouvernement américain, s'opposent à cette solution, est d'un autre ordre : elle est d'ordre politique.

En effet, cette solution permettrait à un plus grand nombre de monnaies nationales de participer aux paiements internationaux, mais ceux-ci n'en continueraient pas moins à être effectués au moyen de monnaies nationales.

Or, n'oublions pas que les Etats-Unis, consciemment, ou inconsciemment, ou semi-consciemment, poursuivent une politique *impériale*. Il s'agit pour eux de rassembler tout l'Occident ainsi que le plus grand nombre d'autres pays, au sein d'un unique empire. Dès lors ce qu'il leur faut chercher à créer c'est une *monnaie internationale*.

Une monnaie internationale qui laisserait peut-être subsister à côté d'elle, au moins dans les débuts, des monnaies nationales pour les paiements intérieurs au sein de chaque Etat, mais qui servirait, seule, pour les paiements internationaux.

Aussi comprend-on que les Etats-Unis soient résolument hostiles à la solution que nous venons d'envisager.

SECONDE SOLUTION : L'ELEVATION DU PRIX DE L'OR

Il est une seconde solution, qui, au moins du point de vue technique, peut apparaître comme meilleure.

Cette solution, qui est actuellement préconisée véhémentement par plusieurs personnes, consiste en « un relèvement du prix de l'or ».

Le prix d'achat de l'or, le prix auquel les banques centrales des divers pays acceptent de le payer, est, en effet, très bas. Son prix en dollars a été fixé par les banques fédérales des Etats-Unis au cours des années 30, et il n'a pas varié depuis. Or, comme, depuis trente ans, les prix, même en dollars, ont considérablement augmenté, il en résulte qu'en continuant à vendre son or pour le même nombre de dollars, le producteur d'or le vend pour beaucoup moins de marchandises qu'autrefois, autrement dit pour beaucoup moins cher.

Qu'en résulte-t-il ?

Deux choses. D'une part les mines pauvres, toutes celles où il faut beaucoup de travail pour obtenir un gramme d'or, ne peuvent pas tenir le coup. Ou bien elles ferment, ou bien elles doivent être subventionnées par l'Etat où elles se trouvent situées. D'autre part, dans les mines riches, dans celles qui peuvent tenir le coup, les propriétaires se gardent de trop pousser leur production, préférant garder le plus possible de minerais pour le jour où l'or se vendra à un plus haut prix.

Le résultat est qu'il y a actuellement pénurie d'or. Ainsi que je l'ai déjà signalé plus haut, tout au cours de l'an dernier les banques d'émission n'ont pas pu acheter la moindre quantité d'or, si bien qu'il leur devient de plus en plus difficile d'accroître le nombre de leurs billets.

Or, si l'on suivait une politique contraire, si l'on acceptait d'élever le prix de l'or, la production de l'or s'accroîtrait presque certainement d'une manière notable et fournirait ainsi, soit directement, soit indirectement par les billets supplémentaires qu'elle permettrait d'émettre, de quoi assurer les paiements internationaux.

Il n'est cependant pas sûr que cela suffirait. Les mines actuellement fermées parce que devenues trop pauvres mais qui seraient susceptibles d'être réouvertes si le prix de l'or augmentait, sont, je crois, en nombre assez faible, en raison du fait que j'ai indiqué plus haut, à savoir que la plupart des mines non rentables au prix actuel de l'or continuent néanmoins d'être exploitées grâce à des subventions de leurs Etats respectifs. L'Etat canadien, l'Etat australien, subventionnent actuellement *toutes* leurs mines d'or, et la République sud-africaine ellemême subventionne un certain nombre des siennes.

Un relèvement du prix de l'or amènerait donc très probablement une certaine augmentation de la production d'or, mais une augmentation faible. (Etant bien entendu que j'exclus ici l'hypothèse de la découverte de nouveaux gisements).

Donc, ici encore il ne s'agirait que d'une solution temporaire, qui rendrait moins urgente une solution définitive du problème, mais qui ne serait pas cette solution.

LA TROISIEME VOIE

Alors reste une troisième voie. Une voie qui, elle, conduit à une solution radicale. Et c'est celle sur laquelle s'engagent aujourd'hui les Etats-Unis, bien qu'ils ne le disent pas clairement.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut, le but de l'Amérique, qui lui est dicté par des raisons politiques, est de créer une véritable monnaie internationale, c'est-à-dire des billets qui soient acceptés par tous les pays (au moins par tous les pays d'obédience américaine) et qui soient dépourvus de tout caractère national. Pour cela il faut qu'on se serve pour les paiements internationaux, non plus de dollars américains ou de livres anglaises, et, pas davantage, de francs français ou de marks allemands, mais de billets qui, en apparence du moins, seront indépendants des Etats existants du fait qu'ils seront émis, non par la banque de tel ou tel Etat, mais par une banque internationale, une banque sinon mondiale, au moins occidentale ; ces billets seraient acceptés en paiement par tous les Etats d'Occident, tout comme aujourd'hui tous les particuliers d'un Etat acceptent les billets de banque de leur propre Etat.

DEUX VIEILLES THESES QUI S'AFFRONTENT

Mais se pose alors aussitôt la grave question : comment vont être garantis ces nouveaux billets ?

Nous avons vu que le succès des billets de banque jusqu'ici émis, c'est-à-dire des billets de banque nationaux avait été dû à ce que les établissements émetteurs de ces billets s'engageaient à rembourser en or leurs billets à qui le demanderait et que, sauf circonstances extraordinaires (circonstances que nous avons, il est vrai, abondamment connues depuis 1914), ils pouvaient tenir leur promesse grâce à l'importance de leur encaisse-or.

Pour être aussi facilement accepté comme monnaie que les billets de banque nationaux, un billet de banque international, devrait donc, semble-t-il, être remboursable en or, sur simple demande, ou, tout au moins selon certaines conditions. Et, pour cela, il faudrait que l'institution qui émettrait ces billets de banque internationaux possède une importante encaisse-or.

Or, comment parvenir à constituer cette encaisse ? Nous avons vu que même si l'on augmentait le prix de l'or, il n'en serait pas moins très difficile d'en accroître sensiblement la production. La pénurie d'or restant la même, la pénurie de billets pour les paiements internationaux resterait la même, que ces billets soient internationaux ou nationaux.

Alors, une seule solution : émettre des billets qui ne sont pas remboursables en or, des billets circulant en « cours forcé ».

Mais cela est-il possible ? Est-ce qu'une banque, quelle qu'elle soit, internationale ou nationale, peut émettre des billets sans posséder une encaisse-or ?

Vieille question ! Une question qui fut posée, avec éclat, par Proudhon à la veille de la révolution de 48, et beaucoup plus récemment, avec moins d'éclat mais avec plus de succès, par le régime hitlérien et son ministre des finances : Schacht.

Pour Proudhon, exiger des banques émettrices de billets, un stock d'or comme garantie du remboursement de leurs billets, revenait à conférer cet énorme privilège qu'est l'émisison des billets à ceux-là seuls qui possédaient de l'or, c'est-à-dire à la « ploutocratie ».

Et c'est le même argument qui fut repris sous une forme différente, près d'un siècle plus tard,

par les Hitlériens : vouloir limiter l'émission des billets de banque dans un pays d'après le stock d'or que l'on peut y constituer, c'est condamner les pays pauvres, les pays qui disposent de peu d'or à se priver de cet excitant de l'activité économique qu'est la mise en circulation d'un nombre de moyens de paiement qui corresponde à l'importance de la production. Vous produisez pour cent millions de marchandises, et il y a des gens qui achèteraient bien les 100 millions de marchandises, mais ils ne peuvent le faire, simplement parce qu'ils n'ont pas la monnaie nécessaire pour les acheter, et ils n'ont pas cette monnaie du fait qu'il n'y a pas d'or pour la garantir !

Eh ! bien, c'est cette même querelle qui revient sur l'eau aujourd'hui, avec comme protagonistes de chacune des deux thèses : d'une part la France, et de l'autre l'Amérique.

Avec la France, donc, c'est l'application aux billets de banque internationaux de la vieille thèse de tous les Etats européens depuis qu'il y a des billets de banque (sauf, répétons-le de l'Allemagne hitlérienne) : pas d'émission de billets, qu'ils soient internationaux ou nationaux, si les porteurs de ces billets, en particulier les Etats s'il s'agit de billets internationaux, ne peuvent se les faire rembourser en valeurs réelles dès qu'ils le demandent ; par conséquent, pas de billets internationaux, s'il n'y a pas derrière eux un stock d'or.

Pour les Etats-Unis, au contraire, qui, comme l'écrivait récemment un journaliste financier, « considèrent l'étalon-or comme une entrave au progrès économique dans le monde » et qui seront obligés, un jour plus ou moins lointain de lui « déclarer la guerre », c'est la thèse de Proudhon et de Schacht qui prévaut : il faut créer de nouveaux billets de banque, des billets de banque internationaux, et *ces billets ne seront pas remboursables en or*, donc aucun besoin de stock d'or pour les « garantir »...

Tel est présentement l'essentiel, — un essentiel que personne n'ose formuler clairement — des deux thèses en présence.

QUI A RAISON ?

Eh ! bien, quelle est la valeur des deux thèses ? Qui a raison ? Les fondateurs de toutes les grandes banques d'émission du XVIII[e] et du XIX[e] siècle, Banque d'Angleterre, Banque de France, etc... affirmant que les billets de banque ont besoin d'une encaisse-or les garantissant au moins en partie — ou bien Proudhon et Schacht affirmant que les encaisses-or sont complètement inutiles, qu'elles peuvent être totalement inexistantes sans que cela empêche les billets émis en représentation d'une marchandise effectivement produite et mise en vente, d'être acceptés par chacun, librement, en paiement de ce qui lui est dû ?

Des deux expériences qui furent faites de billets émis sans encaisse-or, la première, celle de Proudhon tourna court en raison des événements politiques (révolution de 48) ; la seconde, celle de Schacht, permit à l'Allemagne, d'abord de réduire considérablement le nombre de ses chômeurs, puis de s'armer, puis, finalement de soutenir une guerre de près de six ans. On peut donc dire — et ce fut l'opinion générale à l'époque — qu'elle fut une réussite.

Pourquoi cette réussite ?

Voyons les choses aussi concrètement que possible.

Théoriquement, il est bien certain qu'un billet de banque constitue une monnaie, un moyen d'échange parfaitement valable, sans qu'il ait besoin d'être garanti plus ou moins partiellement par une réserve d'or et sans qu'il y ait aucune promesse de le rembourser en or. En effet, du moment qu'il vous a été remis un billet de banque, disons de 1.000 francs, c'est que vous avez vendu une marchandise (ou fait quelque chose d'important) dont la valeur était de 1.000 francs ; cela vous autorise donc à vous procurer en échange un objet de 1.000 F, ce que vous faites en remettant au vendeur de l'objet votre billet de 1.000 F, qui incitera ce vendeur à son tour à acheter un autre objet de la même valeur que celui qu'il vous vendra, etc... L'or n'a donc nullement besoin d'intervenir là-dedans, et on voit ce qu'avait parfaitement vu Proudhon.

Mais cela à une condition : c'est que l'émetteur du billet de 1.000 F l'ait bien remis à quelqu'un possédant réellement une marchandise valant 1.000 F, une marchandise qu'il pourra vendre un jour 1.000 F, mille francs avec lesquels il remboursera à la banque le billet de 1.000 F qu'elle lui avait remis. Autrement dit, à la condition que l'émetteur de billets n'en donne pas à qui n'a pas à vendre une marchandise ne possédant pas la même valeur que celle qui est inscrite sur le billet qu'il lui a remis. Sinon, il y aurait bientôt plus de billets qu'il n'y aurait de marchandises à vendre. En conséquence, et conformément à cette bonne vieille loi de l'offre et de la demande, l'excès des billets par rapport à la quantité de marchandises existante ferait qu'on accepterait de donner plus de billets qu'auparavant pour une marchandise donnée ; autrement dit : les prix monteraient et monteraient aussi longtemps que se poursuivrait l'émission des billets « sans provision », c'est-à-dire sans production de marchandises d'une valeur correspondante. Et, de ce fait, le billet de banque sera bien encore, si l'on veut, un moyen d'échange, mais ce sera une monnaie qui aura perdu l'une de ses qualités essentielles : celle de pouvoir être thésaurisée puisque plus on la gardera et plus elle perdra de sa valeur. Ce sera le phénomène bien connu maintenant, de l'« inflation ».

La condition essentielle pour que le billet de banque soit une véritable monnaie est donc, non pas qu'il soit remboursable en or, mais que l'établissement qui l'émet n'émette de billets que pour une valeur égale à celle de la production de marchandises.

C'est donc une question de *confiance*.

Si le public a confiance dans l'établissement émetteur, s'il est convaincu que celui-ci n'émettra pas de « faux billets », c'est-à-dire des billets dont la valeur excède celle de la production, il se servira des billets et il les thésaurisera, tout comme il ferait avec une monnaie d'or, sans que la banque émettrice ait besoin de lui promettre de les lui rembourser en or.

C'est donc uniquement, je le répète, une question de confiance. Et cela nous ramène au problème politique actuel.

BILLETS DE BANQUE INTERNATIONAUX NON REMBOURSABLES = BILLETS D'EMPIRE

Car, en somme qu'est-ce que voudrait exactement aujourd'hui l'Amérique, même si elle ne le dit pas clairement ?

Elle voudrait ceci : qu'il soit créé un billet de banque international, et que celui-ci ne soit pas remboursable en or.

Or, comme l'établissement international qui l'émettrait serait essentiellement dominé et dirigé par les Etats-Unis étant donné l'immense supériorité de la puissance économique et financière de ceux-ci, cela revient à demander que le monde fasse confiance à l'administration américaine que l'on considère partout, ou à peu près, que celle-ci est suffisamment honnête et expérimentée pour n'émettre de billets qu'en quantités correspondantes à la production, et d'éviter ainsi toute « inflation ».

Et c'est exactement pour la raison inverse que le gouvernement français se refuse à une telle monnaie. Un billet de banque international, dit-on à Paris ? Si vous voulez, mais à une condition, c'est qu'il soit garanti par une encaisse-or, afin qu'il soit remboursable par de l'or à qui le demande.

« Ayez confiance en moi », dit Washington. « Aucune confiance en vous », rétorque Paris, « nous n'avons confiance que dans les valeurs réelles, telles que l'or ».

Et, pour l'instant, les choses en sont là.

CONCLUONS !

Il est évident que si Washington parvenait à créer une véritable monnaie internationale — c'est-à-dire une monnaie non remboursable en or, car si elle était remboursable en or, ce serait l'or qui demeurerait tout comme aujourd'hui, la véritable monnaie internationale, l'Amérique aurait fait un grand pas vers la réalisation de son empire.

Le droit de « battre monnaie » a toujours été un élément constitutif de tout Etat. Aujourd'hui « battre monnaie », c'est émettre des billets.

En battant monnaie, sinon pour le monde entier, au moins pour une fraction importante du monde, pour tout l'Occident par exemple, l'Amérique commencerait à intégrer toute cette partie du monde en un même Etat, c'est-à-dire à constituer un empire. L'unité monétaire est un prélude à l'unité politique.

Depuis longtemps déjà les citoyens américains n'ont pas le droit de demander à leurs banques fédérales de leur rembourser en or les billets qu'ils détiennent ; ils n'ont même pas le droit d'avoir de l'or chez eux. Eh ! bien, ce que Washington cherche aujourd'hui, c'est d'astreindre les nationaux des autres pays au même régime : eux non plus, ni directement, ni par l'intermédiaire de leurs banques centrales, ne doivent avoir le droit de demander aux banques américaines le remboursement en or des billets que directement ou indirectement, ils émettront.

Les citoyens américains ont confiance dans leurs billets et dans les banques qui les ont émis ; les non-Américains doivent témoigner de la même confiance. Par là ils commenceront à devenir dignes d'être des sujets américains.

R. LOUZON.

L'ESPRIT LIBERTAIRE CHEZ LES OUVRIERS D'UNE RÉGION ITALIENNE

La revue ananrchiste italienne, « Volontà » de février 1967, a publié les résultats d'une enquête qu'elle a faite auprès des ouvriers de l'Emilie, province du centre de l'Italie dont la capitale est Bologne. L'objet de cette enquête était de connaître l'esprit libertaire des ouvriers.

On trouvera ci-dessous les questions et les réponses. Notons que l'enquête ne s'adressait qu'aux hommes et que, de tous ceux qui furent invités à y participer, un tiers seulement a accepté. Chose curieuse : ce sont les ouvriers de plus de 40 ans qui ont refusé de participer à l'enquête. Si bien que l'âge moyen des participants est de 35 ans. Ce sont donc essentiellement des réponses de jeunes que nous avons, ce qui n'est que plus intéressant.

Voyons quelles ont été ces réponses.

1. Reconnais-tu intimement à ta femme ou à ta fiancée les mêmes droits qu'à toi ?

	oui	non	pas de rép.
a) sur le plan sexuel	64 %	27 %	9 %
b) sur les autres plans	70 %	19 %	11 %

2. Entends-tu choisir toi-même la profession de tes enfants ou estimes-tu juste qu'ils la choisissent eux-mêmes ?

Moi-même	Eux-mêmes	Pas de réponse
7 %	82 %	11 %

3. Quelle est ta position sur Dieu ?

Il existe	23 %
Il n'existe pas	18 %
Je ne sais pas	34 %
Ça ne m'intéresse pas	20 %
Pas de réponse	5 %

4. Crois-tu que ceux que l'on appelle les supérieurs (dirigeants politiques, dirigeants économiques, etc., du fait qu'ils ont plus étudié, méritent vraiment un traitement économique supérieur à celui réservé à ton travail manuel ?

Pour l'égalité de salaire	42 %
Contre l'égalité de salaire	51 %
Pas de réponse	7 %

5. Crois-tu que ce soit un devoir pour toi de manifester une déférence particulière à ces supérieurs ?

Oui	38 %
Non	55 %
Pas de réponse	7 %

6. Crois-tu que les dirigeants politiques des peuples aient le droit de disposer du temps, de la liberté et aussi de la vie des citoyens en les obligeant au service militaire ?

Non	74 %
Oui	21 %
Pas de réponse	5 %

7. Quelles sont tes lectures ?

Journaux quotidiens	61 %
Hebdomadaires	35 %
Livres	38 %
Seulement journaux sportifs	13 %
Pas de lecture	5 %

8. Si tu es socialiste ou communiste, préfères-tu un type de société dans laquelle il y ait des personnes plus instruites auxquelles serait confié le pouvoir central, ou bien un type dans lequel un tel pouvoir n'existe pas et la vie publique serait dirigée directement par les travailleurs par des conseils d'usine (ou d'autres centres de travail), de quartier, de commune et de région ?

Directement par les travailleurs	41 %
Par un pouvoir central	29 %
Réponses non valables	13 %
N'ont pas répondu	17 %

Laissons aux lecteurs de la « R.P. » le soin d'apprécier ces réponses. Disons simplement qu'elles nous donnent une idée de l'état d'esprit des ouvriers d'une région de l'Italie qui fut toujours à l'avant-garde de la lutte sociale.

P. R.

Après le référendum de Djibouti

La population de la Côte française des Somalis a voté. Le résultat est bien celui que l'on pouvait attendre : comme un seul homme, les Afars (Danakils) ont choisi le « oui », c'est-à-dire le maintien des liens avec la France, mais avec un statut d'autonomie interne. Les deux partis afars s'étaient prononcés pour le « oui », mais avec des positions différentes. Le Rassemblement Démocratique Afar d'Ali Aref veut que le territoire reste lié à la France pour toujours. L'Union Démocratique Afar de Mohamed Kamil, beaucoup moins nombreuse, admet une évolution vers l'indépendance, qu'elle estime souhaitable quand le pays aura ses propres cadres, et quand Afars et Somalis seront parvenus à une entente. Dans certains bureaux de vote d'Obock et de Tadjourah, localités afars, c'est l'unanimité qui a voté « oui ».

Les Somalis, au contraire, ont voté « non » à la quasi-unanimité, comme le leur demandait le Parti du Mouvement Populaire d'Hassan Gouled, et contrairement aux consignes de l'Union Démocratique Issa (les Issas sont la principale tribu somalie du territoire) qui proposait de voter « oui » pour des raisons identiques à celles de l'Union Démocratique Afar. Les minorités ethniques de nationalité française, dont la plus nombreuse est celle des Arabes, ont, en grande majorité, voté oui. Les Européens, inscrits sur les listes quand ils avaient au moins 3 ans de résidence (ils étaient 923) ont aussi voté oui en majorité. Certains pourtant ont voté blanc, estimant que la consultation ne les concernait pas, ou même « non », pensant que l'indépendance était la seule solution souhaitable du problème de Djibouti.

Résultat final : 22.555 oui, 14.666 non. Cela ne saurait surprendre, les Afars étant en majorité dans le territoire. Mais dans la ville de Djibouti où les Somalis sont les plus nombreux, il y a eu 6.862 non et seulement 2.798 oui.

Les Somalis n'ont pas accepté, pour la plupart, les résultats du référendum. Ils avaient d'ailleurs d'avance proclamé que si le oui l'emportait, ils s'insurgeraient, aussi la police et l'armée avaient-elles procédé à des rafles et des recherches d'armes avant le référendum. Néanmoins, dès que les résultats ont été proclamés, dans la nuit du 19 au 20 mars, les bagarres ont commencé.. Elles se sont prolongées, dans la matinée du 20. Mais que pouvaient faire des gens mal armés ou ne possédant que des cailloux, contre des troupes nombreuses qui n'étaient nullement prises au dépourvu ? Il y a eu 11 morts et 22 blessés. A un tel prix, le calme est revenu. Définitivement ? On ne peut l'affirmer. Pour l'instant, les vieux quartiers sont entourés de barbelés et gardés par la troupe, le couvre-feu y est appliqué à partir de 18 h 30. Les leaders somalis Hassan Gouled et Mousa Idriss ont été sommés de s'expliquer, mais ont affirmé qu'il n'avaient donné aucun mot d'ordre de lutte violente, et ont été aussitôt libérés.

Mais pourquoi tant de Somalis se sont-ils insurgés ? Ils affirment que beaucoup de leurs frères ont été arbitrairement privés du droit de vote comme étant étrangers venus de la Somalie indépendante, tandis que l'on n'a pas fait tant de difficultés pour inscrire les Afars, alors que parmi ces derniers, beaucoup de nomades peuvent être considérés comme citoyens éthiopiens. On dit aussi que certains Afars se sont fait inscrire dans plusieurs bureaux de vote et possèdent plusieurs cartes d'électeurs.

L'Administration, au contraire, déclare avoir fait les choses avec impartialité, mais avoir voulu empêcher d'agir les « étrangers » au territoire. La preuve qu'elle invoque de l'action de ces derniers, c'est le grand nombre d'inscriptions en anglais en faveur de l'indépendance que l'on a pu lire à Djibouti peu de temps avant le référendum. Or, les autochtones du territoire parlent le français et pas l'anglais. Au contraire, ceux du Somaliland à 16 km de Djibouti, connaissent l'anglais. Mais la plupart des Somalis pensent que cela n'a aucune importance, car ils considèrent la Côte française des Somalis comme un morceau détaché arbitrairement de la grande Somalie.

Quelle conclusion tirer de ces faits ? Si l'administration a voulu écraser les Somalis en s'appuyant sur les Afars, elle a gagné, du moins provisoirement. Si, comme elle l'affirme, elle a voulu trouver une solution de paix et d'union des différentes ethnies, elle a échoué, car Somalis et Afars sont plus opposés les uns aux autres qu'ils ne l'ont jamais été. La situation actuelle aurait pu être évitée si l'on avait accepté de discuter le nouveau statut avec les représentants des deux groupes, au lieu de leur imposer un texte définitif, qu'ils devaient accepter ou refuser. L'avenir est sombre, et on ne voit pas quel gouvernement pourra être formé, si les Somalis refusent d'y participer.

Et pourtant, à travers toutes les difficultés actuelles, une voie reste ouverte : celle du rapprochement des points de vue Afar et Somali. Dans les deux ethnies, en effet, malgré la tension présente, certains le souhaitent. Si ce rapprochement se produit, d'ici quelques années la question de l'indépendance du territoire pourra être posée et résolue d'une façon toute nouvelle, et l'autonomie interne n'aura été qu'une première étape vers cette indépendance.

J. G.

...On assassine librement

Le Monde (du 29-3-1967) donnait la dépêche suivante en provenance de Djibouti :

Le corps criblé de balles d'un membre connu du Parti du mouvement populaire (P.M.P.) de la Côte française des Somalis, Abderrahman Andole, ancien dirigeant syndicaliste, âgé de quarante-cinq ans, a été transporté dans la nuit de lundi à mardi à la morgue de l'hôpital Peltier, de Djibouti, par la gendarmerie. Selon des renseignements de source autorisée, le corps aurait été trouvé à proximité du barrage.

Abderrahman Andole, avait été arrêté par l'armée le 21 mars, au lendemain des émeutes qui avaient suivi le référendum. Il n'avait pas reparu depuis à son domicile.

La même dépêche, sans commentaires, est passée dans d'autres journaux. C'est tout ! Personne ne s'indigne, personne ne mène campagne contre l'assassinat comme méthode de gouvernement, personne n'appelle le peuple de Paris à manifester sa réprobation !

Les Aragon, Sartre, Bourdet et autres progressistes petits-bourgeois, ne sont donc plus les farouches anticolonialistes que nous avons connus ? Comment se fait-il qu'ils n'aient même pas appuyé la demande de l'O.N.U. d'envoyer sur place une commission de contrôle ?

Serait-ce parce que la Somalie française, colonie baptisée territoire français, est une place de haute importance stratégique qui contrôle le trafic de la Mer Rouge et donc du canal de Suez, qu'ils se con-

tentent d'un référendum incontrôlable, lui, dans le bled ?

Ou alors les résultats des « libérations » qui aboutissent à présent à des règlements de comptes entre tribus ont-ils découragé nos « belles consciences », qu'avec Baranton nous serions tenté d'appeler « inconsciences ». Alors qu'ils le disent, et qu'ils dégagent loyalement la leçon de leurs erreurs.

Pour nous, qui avons toujours soutenu que la véritable libération de ces peuplades ne pouvait se faire que par le progrès social (que le technocrate exploiteur soit français, américain, arabe ou nègre ne change rien à la condition des ouvriers en question), maintenant que la création de ces multiples petits nationalismes falots et réactionnaires confirme nos craintes, nous sommes d'autant plus à l'aise pour protester contre l'assassinat de militants comme Abderrahman Andole, levain de civilisation, par une soldatesque ignoble et bornée.

L'information du « Monde » nous laisse deviner l'atmosphère de terreur qui doit régner dans ce petit territoire africain.

Après le massacre lors de la visite du chef de l'Etat, après les brutalités policières des 7 et 14 septembre dernier suivies d'arrestations et d'expulsions arbitraires, après les cinq morts du 21 novembre, après l'assassinat caractérisé du militant Andole le 28 mars, voici que nous apprenons que le 6 avril, encore, quatre Somalis ont été abattus alors qu'ils tentaient de s'enfuir d'un camp de concentration !

Ets-ce ainsi que le général Billotte, U.N.R. de « gauche », confirmé dans son rôle de vice-roi des territoires d'Outre-Mer par le « nouveau » gouvernement, entend le rôle « civilisateur » de la France ?

Il y aurait de quoi rire si ce n'était aussi tragique.

M. L.

« Les Somalis sont des révolutionnaires »

« Les Somalis sont des révolutionnaires. »

Le jour où les Somalis ont fait front à la mitraillette de cette Wehrmacht au service de la France qu'est la « Légion Etrangère », je me suis souvenu de la phrase que je viens de dire. Je l'avais entendue il y a une quarantaine d'années. Elle venait d'un chef-mécanicien de paquebot. J'étais moi-même médecin navigant. Une de mes fonctions, à Djibouti, était d'examiner médicalement des hommes candidats à l'embarquement, en qualité de *soutiers*. Ils étaient assez nombreux et je m'étonnais que, dans ce pays d'administration française, il n'y avait jamais, parmi les présentés, aucun sujet français. Il n'y avait que des étrangers, des hommes venus de l'autre côté de la mer, des Arabes du Yémen.

Je m'en ouvris à un chef-mécanicien.

— Mais les Somalis sont des révolutionnaires !

Il voulait dire par là, en un temps où il n'était encore nullement question de révoltes coloniales : ce sont des gens difficiles à commander, peu disciplinés, créateurs d'ennuis.

Des ennuis, il y en avait certainement eu. Alors, des très hautes sphères de la Direction parisienne, l'ordre était venu de ne plus embarquer aucun « somali ». (Entendons par là habitant de la côte africaine de la Mer Rouge). On n'embarquait donc plus que des gens de la côte asiatique, des Arabes du Yémen.

Alors, là, les qualités de discipline chères aux officiers étaient réalisées à plein. Il faudrait dire plus fort. Il faudrait parler d'acceptation de l'esclavage, voire d'acceptation heureuse. (Plutôt cela que la faim ! Et peut-être que, sous la tente, là-bas, on pourra avoir un peu de tissu. Femme et fillettes n'ouront plus à se contenter de filer ce qui pousse sur le dos des chameaux, des chèvres et de quelques moutons qui, vu le climat, ne sont pas laineux).

Voyez plutôt. Les hommes, quinze à vingt-cinq par bateau, étaient sous la direction d'un « suran ». C'est le suran qui les choisissait, en Arabie. Et il choisissait bien : à la visite de recrutement le médecin n'avait pratiquement à éliminer aucun des sujets présentés. A l'embarquement, c'est le suran seul qui entrait en contact avec le chef-mécanicien (avec un certain bakchiche, selon toute probabilité ; mais, là, on n'a jamais rien pu savoir de net). Après quoi, le suran ayant compris comment devait être fait le travail — mais souvent il savait ça d'avance — aucun officier n'avait plus à se soucier du personnel en question. Le travail se faisait avec régularité et silence : jamais d'éclat, jamais de disputes, presque jamais, même, de consultants à la visite médicale.

A bord, ces hommes couchaient dans un « poste » que l'on aurait pu croire sale, puisqu'après chacun de leurs « quarts » ils étaient, les uns et les autres, noirs de charbon. Erreur, leur poste était aussi propre que possible ; de même leur cuisine, car — probablement pour des raisons religieuses — ils faisaient leur cuisine eux-mêmes, le cuisinier s'appelant le « bendari ». Une plaisanterie courante, quand on était dans l'ignorance de la destination, ou de l'horaire, du navire était d'affirmer quelque chose. Immédiatement : « Comment sais-tu çà ? »

— Je l'ai demandé au bendari.

J'en ai assez dit pour faire comprendre comment, dans une condition sociale pour nous effarante, ces fils du désert savaient conserver une totale dignité humaine. (1)

...J'allais oublier un dernier trait de cette condition sociale. A la fin du voyage, je crois pouvoir l'affirmer, il n'y avait pas de paye individuelle. Le suran recevait une somme qu'il répartissait à son gré. N'est-ce pas, absolument, le système du marchand d'hommes, le « marchandage » contre lequel se sont tellement élevés les ouvriers parisiens de février 48 ?

Des gens disaient : « Si on embauche des Arabes, c'est qu'ils sont seuls à pouvoir supporter, dans la chaufferie, les chaleurs de la Mer Rouge. » Allons donc ! La meilleure preuve, c'est que ces hommes restaient à bord pendant tout le

---

(1) Ajoutons une fierté *d'Arabe*, pointilleuse. A Nouméa (Nouvelles Calédonie), on nous met à bord un ancien forçat, qui vient de terminer son doublage, un Algérien. (Il y en a tant eu d'Algériens envoyés au bagne !) L'homme voyageant gratuitement et sans billet, n'a pas de couchette. Commissaire et commandant disent donc : on va mettre cet Arabe dans le poste des Arabes. Le lendemain le suran va trouver le chef-mécanicien : « *N'est pas Arabe, ça ! Algérien !* » Et le pauvre type est allé coucher par terre, en plein vent.

Il est possible que l'ostracisme ici constaté soit d'origine religieuse : l'Islam est en effet divisé en plusieurs rites, les principaux étant les malékite, hanéfite et chaféite. Un Algérien (malékite) a pu être considéré comme hérétique par des Yéménites qui sont, si je ne me trompe, chaféites.

Or, pensez si, après trente ans de bagne, le pauvre diable pouvait se soucier de rite religieux !

voyage, de Djibouti à Djibouti, les « ports d'attache » étant souvent situés dans le Nord. En janvier, à Dunkerque, ils restaient à bord, en bleu de chauffe, dans des locaux généralement non chauffés, puisque les marins français, qui, eux, auraient exigé le chauffage, « étaient à terre ». (On disait « dans les cuisses de leurs femmes »). Aussi résistants donc, ces hommes, au froid glacial qu'au soleil d'Arabie !

En fait, les raisons véritables de leur embauche à bord des grands ships étaient toutes matériellement patronales :

1° La discipline, dont nous avons parlé ;

2° Le coût minime global ;

3° Le fait que ces hommes étaient totalement étrangers aux traditions ouvrières européennes.

Quand il y avait grève de l'équipage européen, les Arabes n'en savaient rien.

Ainsi, au temps où les officiers n'avaient pas encore d'organisation professionnelle à peu près solidaire de celles des équipages, un lieutenant, à Dunkerque, a réussi ce qui a été considéré, non à tort, comme un petit exploit : alors que les équipages pont et machine étaient en grève, faire entrer en forme de radoub un gros cargo, et l'accorer. Il avait pris le risque... et s'était fait aider par les Arabes du bord dont ce n'était nullement le métier.

x x x

Ce que je vous dis là est peut-être un peu pittoresque. Mais ce n'est sûrement pas gai. Rassurez-vous, amis lecteurs, ça n'existe plus, ce que je viens de dire. C'est du passé. On ne chauffe plus au charbon. On n'embauche plus d'Arabes.

...Revenons donc à Djibouti, d'où ces étranges et sympathiques Arabes m'ont fait partir, en souvenirs, presque pour refaire le tour du monde.

On fait grand cas, aujourd'hui, de la division « Afars », « Issas ». Et on voit là une possibilité de heurts graves. Au temps dont je parle — environ 1930 — la division existait.

Mais :

1° Les mots n'étaient pas les mêmes. On disait « Danakil » pour ce qui est aujourd'hui « Afar », et, tout simplement, « Somali », pour l'autre groupe.

2° Les gens étaient conscients de cette différence. Mais les choses se passaient gentiment. Il n'y avait pas de haine. Ça me rappelait mon enfance, au début du siècle, à Alger, où, entre deux parties d'un même jeu, les gamins de mon quartier se traitaient de :

« Sale race d'Arabe !

— Sale race d'Espagnol ! »

cela, sans qu'il y eut aucune conviction. Ils s'insultaient par devoir, devoir de caste.

Les choses n'ont commencé à s'envenimer, à Djibouti, qu'en 1958 avec le referendum de de Gaulle, pour ou contre le maintien dans l' « Union française », c'est-à-dire au moment où la domination française est apparue comme pouvant être en question.

...Il semble qu'il y ait une règle générale : dans les pays où il y a des castes ethniques, une certaine paix règne si, au-dessus de ces castes, se dresse une domination très puissante. Ainsi, tant qu'a duré la domination britannique aux Indes, les heurts entre hindous et musulmans ont été très peu sanglants. Mais au départ des Anglais, en 1947, ce furent des massacres et les Musulmans s'enfuirent dans les deux Pakistan.

Aujourd'hui, la continuation de la domination française à Djibouti étant plus qu'improbable, nous devons tenir compte de ce que l'on nous dit d'une grande tension entre Afars et Issas, avec derrière elle une rivalité Ethiopie - Somalie.

On me demandera ce que je pense du referendum de mars :

— Beuh ! Moi, je présumais un OUI final. Mais pas un oui du genre que l'on nous donne. Le NON est massif en ville, et le OUI hors de la ville. Est-ce que cela ne rappelle pas les élections pour l'Assemblée algérienne, en 1948 ? Dans le bled les fonctionnaires français du gouverneur général, lequel était alors le socialiste Naegelen, avaient pu fabriquer des scrutins largement favorables à l'Administration — la « R.P. » la rapporté cela en détail (2) Mais dans la grande ville d'Alger certaines choses ne pouvant pas se faire, les élus y ont tous été des partisans de Messali Hadj... Le résultat fut que, dès lors, les Arabes ne pouvant plus croire en l'Administration française, ils n'aperçurent plus qu'une voie : l'insurrection. Ils la prirent en 1954. La terreur instituée par Lacoste (encore un socialiste) ne parvint pas à les en faire sortir. Ce qui eut comme conséquence, pour la France, après l'instauration d'un régime bonapartiste, la capitulation à peu près totale.

On sait ce que sont les fonctionnaires français aux colonies. *Plaire au maître* est leur grand souci, celui-ci ne fût-il que l'équivalent d'un préfet. A cette fin toute tricherie est bonne.

On nous dit que les votes « oui » et « non » se sont répartis à Djibouti selon que les votants étaient « Afars » ou « Issas ». Et l'on parle de 22.000 oui.

Admettons, c'est au dessous de la réalité, qu'il y ait 5 habitants pour deux votants (père, mère et trois enfants). Faites la règle de trois. Cela fait 55.000 Afars.

Or, le dernier recensement dont j'aie connaissance (1961) en a compté 29.000.

x x x

N'insistons pas.

Mais donnons une assurance au gouverneur responsable, qu'on appelle, je crois, Monsieur Saget : « C'est plus difficile qu'on ne croit de plaire au maître ! Votre prédecesseur tout récent, Monsieur, a été limogé pour n'être pas intervenu. Vous le serez, vous, pour l'avoir trop fait. »

J. PERA.

(2) R.P. ; février et mars 1949 étude remarquablement documentée de J.-P. Finidon.

LE SENS DE DIEU ET LE RESPECT DE L'HOMME

Le Révérend Père Riquet, revenant d'Arabie Saoudite, où il avait été reçu par le roi Fayçal « digne continuateur de son père... Ibn Séoud » (sic), s'émerveille des routes goudronnées que le nouveau autocrate fait construire avec les royalties de la puissante A.R.A.M.C.O. et du fait que tout en s'industrialisant l'Arabie « garde le sens de Dieu ».

Le Révérend Père jésuite ne nous dit pas si les royalties, alliés au « sens de Dieu » ont mis au trafic des esclaves (on estime à 200.000 leur nombre) à la vente des vierges aux barbons décatis, à l'émasculation de jeunes prisonniers pour en faire des eunuques, si l'on ne coupe plus les mains au voleurs et si l'on ne lapide plus en public les femmes adultères...

Un grand journaliste italien, Felice Bellati, qui avait été, lui aussi, reçu avec tous les honneurs par Fayçal et son frère alors régnant, n'hésita pas à son retour à stigmatiser (dans son livre *La citadelle d'Allah)* les mœurs barbares de ces potentats. C'est ainsi qu'il révéla qu'en 1956, 300 grévistes de l'A.R.A.M.C.O. avaient été enchainés dans des prisons souterraines où on les avait laissés mourir de faim.

Pour nous, qui ne sommes pas chargé d'une mission diplomatique œcuménique, Révérend Père jésuite, le « sens de Dieu » passe par le respect de l'homme, fut-il manœuvre-balai de l'A.R.A.M.C.O.

En Algérie : notes de lecture

La lecture d'**El Moudjahid**, ces deux dernières semaines, a retenu notre attention. (Rappelons que ce quotidien est en quelque sorte la **Pravda** d'Alger : unique journal en régime de « parti unique »).

JUSTE RESSENTIMENT...

Tout le monde sait — ou devrait savoir — que les Algériens qui désirent travailler en France rencontrent, à leur arrivée, de grosses difficultés : ceci dans l'ordre sanitaire, où peut régner le grand arbitraire, et dans l'ordre de la « protection du travail ».

Ceux d'entre eux qui, déjà installés en France, sont allés en permission pour revoir leurs parents d'Algérie et souhaitent rentrer chez eux pour reprendre leur travail doivent présenter des documents (notamemnt feuille de paye récente) que les flics d'accueil jugeront, ou non, valables, selon leur humeur.

Quant à ceux qui viennent en France pour la première fois, qui n'ont donc pas de feuille de paye française, ils peuvent être admis comme « touristes », à condition de pouvoir présenter : 1° une certaine somme d'argent ; 2° un billet de retour France-Algérie.

Or il arrive que, malgré la présentation de ces documents, des hommes soient arrêtés dès l'arrivée, puis **refoulés** par le premier courrier. La raison, lit-on, serait que le nombre d'admissions ne devrait pas dépasser un certain niveau : 250 ou 200 par semaine. Mais ce niveau est tenu secret ! Au départ d'Alger l'aspirant travailleur (ou aspirant « touriste ») ne sait pas si, au moment où il touchera le sol français, le contingent aura été atteint ou non. Comme **Air-France** et les compagnies de bateaux ne demandent qu'à vendre des aller-et-retour, l'homme joue à la loterie : une loterie où l'on pourrait gagner l'autorisation de débarquer, moyennant un billet — qui ne comporte pas de dixièmes — d'environ 80.000 francs.

Le plus ignoble est la façon dont les gens sont traités entre la tentative de débarquement et le refoulement. Un des refoulés a raconté les choses dans **El Moudjahid.** Les gens sont traités absolument comme des condamnés. Au « centre d'hébergement », barreaux aux fenêtres. Ceintures et lacets retirés aux prisonniers. Surveillance constante par gardes mobiles. Corvées. Défense totale de fumer. (C'est ce qui semble avoir été le plus pénible à notre « refoulé »).

On reste confondu. On a ainsi, **en même temps,** en France, dans les hautes sphères, de très bonnes dispositions envers les Algériens (voir accords pétroliers, accord sur les dettes, accord sur le vin, etc.) et, à l'échelon exécution, la vilaine haine raciale de toujours ! (Les flics chargés de ce « travail » sont très souvents d'anciens « pieds-noirs »).

Le reportage d'**Ea Moudjahid** a provoqué, dans le public algérien, une grande émotion. Pendant une bonne quinzaine de jours, le journal a publié des lettres de correspondants, exprimant leur peine et leur ressentiment. **Leur juste ressentiment !**

...TRACASSERIES NEFASTES

Les auteurs des lettres que je viens de dire concluent souvent : **« Et dire que nous, Algériens, nous traitons si bien les touristes français qui viennent chez nous ! »**

Il faut croire que ces candides épistoliers ne prennent jamais l'avion, n'ont aucune connaissance des douane, contrôle des changes, contrôle fiscal algériens !

Voici une lettre publiée par **El Moudjahid** le 3 avril. C'est une lettre d'un Français, cette fois (M. Saumade, de Millau, Aveyron) :

Fin février 1966, mon épouse et moi-même sommes venus en touristes en Algérie pour passer quelques jours en compagnie de nos enfants (professeurs coopérants).

A l'arrivée à l'aérodrome de Maison Blanche, nous avons échangé nos francs contre des dinars, tout en conservant 220 francs pour le retour (prix du restaurant et des billets de chemin de fer, notamment). *Personne ne nous a alors dit qu'il fallait remplir un imprimé spécial pour mettre les francs en sécurité.*

Le jour du retour, c'est-à-dire le 21 mars 1966, toujours à la Maison Blanche, on nous demande si nous avons des devises ; on nous fouille le portefeuille, le sac à main, et on nous confisque les 220 francs pour *« fausse déclaration de devises à la sortie »,*

Nous eûmes beau nous expliquer, aucun inspecteur de douane ne voulut tenir compte de notre bonne foi. Enfin on nous rendit 70 francs et on nous établit un reçu pour les 150 francs confisqués.

Cela d'ailleurs n'arrangeait rien puisque, de toute façon, nous n'avions pas assez d'argent pour payer les billets de chemin de fer à notre arrivée en France.

Nous nous sommes donc trouvés en rade à Marseille où nous ne connaissions personne et c'est grâce à une âme charitable qui a bien voulu nous avancer l'argent nécessaire, que nous avons pu rejoindre Millau.

Quelques jours après j'écrivais à la Direction des Douanes et au ministère du Tourisme pour rendre compte de ce qui nous était arrivé (dans un budget de modeste retraité, 150 francs çà compte...) Je n'ai jamais eu de réponse.

Ainsi donc il y a, entre l'Algérie et la France, au moins sur le plan des touristes, une « petite guerre ». Nous la déplorons profondément et nous disons : ne cherchons pas à savoir **qui** l'a commencée ; l'essentiel est d'y mettre un terme tout de suite, même unilatéralement. Que M. Fouchet, qui vient d'arriver à l'Intérieur, sache parler aux galonnés C.R.S. !

Mais nous disons aussi aux Algériens : « Attention » ! Ladite petite guerre est beaucoup plus nocive pour vous que pour la France. Vous n'avez guère à vendre que trois choses- :

du pétrole,
du vin,
votre soleil.

Du troisième de ces « articles », vous pourriez tirer **vraiment beaucoup**. Vous n'en tirez **rien.**

Vous faites des projets grandioses de construction étatique de grands hôtels. Mais, en attendant cette lointaine échéance, vous chassez, par des tracasseries, le touriste éventuel. Voyez l'Espagne — dont le soleil ne vaut pas tout à fait le vôtre — et le succès énorme qu'elle a remporté, dans le domaine qui nous occupe, malgré l'abominable Franco. Le touriste a commencé à y venir avec sa tente. Il se trouve qu'on ne l'a pas embêté. Alors, ça a été l'affluence. Et, maintenant, les hôtels poussent !

DIFFICULTES DE L'AUTOGESTION

D'**El Moudjahid**, du 3 avril :

Au cours de la Semaine de l'autogestion qui vient de s'écouler, l'accent a partout été mis sur la nécessité d'une gestion saine, honnête et économiquement rentable.

Il est en effet inadmissible que sous couvert de l'autogestion des individus peu scrupuleux et malhonnêtes continuent de gérer des biens de l'Etat

comme s'il s'agissait d'un don qui leur était définitivement consenti à titre personnel.

C'est ainsi que certaines entreprises, notamment dans le secteur commercial, qui avaient bénéficié au départ de locaux bien situés et bien agencés, voire souvent d'un lot important de marchandises et de matériel se sont contentés de vivre sur ces stocks, sans pour autant penser à les renouveler.

Les revenus de ces magasins ont été dilapidés et le plus souvent utilisés pour servir des salaires confortables ainsi que des primes ou des gratifications, sans aucun rapport avec la situation financière de ces établissements en déficit constant et sans aucune relation avec les avantages accordés par des entreprises privées, pourtant prospères.

A cet égard, l'un des exemples les plus caractéristiques est celui du complexe de mode. (COMODAL) disposant de huit magasins situés dans les principales artères de la capitale, et dont le président a fait il y a quelques jours une déclaration au journal « El Moudjahid », dans laquelle il a tenté de rejeter sur l'autorité de tutelle la responsabilité d'une situation financière catastrophique.

Il y a là une mauvaise foi évidente et de tels propos ne peuvent en aucune manière tromper l'opinion.

Le Parti et les services préfectoraux ont, à maintes reprises, attiré l'attention des intéressés sur les graves conséquences d'une pareille gestion...

D'autre part, ces comités de gestion ont pendant plusieurs années délibérément ignoré leurs obligations fiscales et locatives et ne se sont nullement préoccupés des frais d'amortissement du matériel et de l'agencement.

Cette situation ne pouvant plus être tolérée par le Gouvernement, la Préfecture d'Alger, sur instructions des instances supérieures du pays, vient de prendre les seules mesures qui s'imposent, à savoir : la fermeture simultanée de plusieurs établissements dont la gestion fera l'objet d'un examen très approfondi.

Cette mesure permettra aux organismes de tutelle en collaboration avec les services des finances, et, le cas échéant, ceux de la justice, de clarifier la situation de tous les établissements en cause et de situer les responsabilités...

En tout état de cause, toutes les précautions ont été prises afin de sauvegarder les droits des travailleurs honnêtes actuellement employés dans ces établissements.

On aimerait savoir en quoi consistent « toutes les précautions » dont parle le dernier paragrapne.

J.P.

Documents sur la révolution culturelle

J'avais l'intention de proposer à la « Révolution Prolétarienne » une longue étude sur la « Révolution culturelle chinoise » ou plutôt sur les interprétations, selon moi un peu prématurées qui en sont données. Notre revue déclare, « *la question de la révolution chinoise doit dominer les préoccupations générales d'un militant* ».

Examinons d'abord des documents. Nous discuterons ensuite, si nous sommes suffisamment armés, de Proudhonisme ou non, de la Chine des Gardes Rouges, de Mao et du fameux mythe de la destruction du passé, si cher à notre cher Louzon. Les porte-parole de la révolution chinoise en France, ceux du PCML (Parti communiste marxiste-léniniste) écrivent dans « l'Humanité Nouvelle » que la Révolution culturelle est une nouvelle phase de la Révolution au moins aussi introductive, mais pas plus, à la création d'un nouveau type d'homme, que le culte de la déesse raison sous Robespierre pouvait être le prélude aux conquêtes philosophiques à venir du rationalisme. Quant à la thèse du « *passé à extirper* et de *l'ablation chirurgicale des séquelles d'habitudes révolues qui empêchent les mutations nécessaires* » les formules employées pour nous décrire cette grande entreprise sont aussi embarrassées que révélatrices. Les voici:

« *Nul doute que la grande Révolution culturelle qui soulève le peuple chinois présente des caractéristiques nationales et se situe dans un ensemble historique bien précis : celui de l'agression américaine en Asie du Sud-Est ». La Révolution culturelle est à la fois, un fait national chinois, et la mise en œuvre des principes théoriques marxistes applicables dans tous les pays du monde.* »

« *Les manières d'agir et même de rêver (!!) demeurent prisonnières d'un vieux système capitaliste et féodal.* »

« *A vrai dire, seuls les métaphysiciens qui croient naïvement à l'existence d'une nature humaine éternelle peuvent contester cette thèse fondamentale.* »

Tout cela est clair, voire souvent très dangereusement clair et simpliste pour des Proudhoniens, des syndicalistes, des libertaires... sinon pour des surréalistes, mais nous n'en sommes qu'au dossier, nous discuterons plus tard. Et pourtant, même dans un tel cadre doctrinaire rigide, les citations ne peuvent pas ne pas continuer, dans un autre registre...

« *Déjà, en France, le parti révisionniste (P.C.F.) n'a pu éviter voilà quelques mois d'accepter que ses intellectuels débattent du problème de l'héritage culturel.*

« *Les autres rêvaient de rejeter aveuglément* (tiens ! tiens !) *toute l'ancienne culture, comme si une coupure absolue était possible.* »

— Nous devons assimiler tout ce qui peut nous servir aujourd'hui et puiser non seulement dans la culture contemporaine, socialiste ou démocratique, mais encore, dans l'ancienne culture des pays étrangers, telle que la culture du siècle des lumières dans les divers pays capitalistes.

Nous ne devons jamais avaler d'un seul trait, ou assimiler sans discernement.

De la même manière, l'héritage d'une culture antique brillante, née en Chine, ne peut être civilisé sans être, entre nos mains, refaçonné.

Il ne faut pas appeler au rejet pur et simple des chefs-d'œuvre antiques, mais le faire sang et nourriture. »

Certes, nous discuterons plus tard, mais nous ne pouvons nous empêcher de redire que les sociétés nouvelles, naissant dans le creuset des anciennes, rien n'est aussi faux, aussi contre-révolutionnaire par conséquent, que les appétits infantiles de soudaine et totale nouveauté, rien n'est plus contraire à l'expérience humaine. Et plus encore, que *l'Humanité Nouvelle* » nous pouvons citer encore Louzon :

« *Cette création de génie, qu'est une révolution exige une très longue patience. Comme tout ce qui vit, je le répète, la révolution suit son cours en zigzags, avançant tantôt dans une bonne direction, et tantôt dans une mauvaise* ». Après avoir appuyé sa démonstration à partir de l'âge néolithique, Louzon appuie sa confiance en le peuple chinois sur ce fait, plus solide que les manifestations de Gardes Rouges (qu'il ne s'agit pas non plus de jauger, de juger et de condamner purement et simplement et à la légère) : *Le peuple chinois a été capable de suivre les préceptes de ses philosophes pendant des millénaires, dans la mesure où il a pu les penser, comme mieux adaptés à ses besoins.*

Et voici, sur un point beaucoup plus important sans doute, et qui mérite toute notre attention, un autre texte tiré de la relation la plus pessimiste qui soit de voyageur objectif favorable - page 365 du *Voyage en Chine* de Jules Roy. (Julliard).

« *Ce que je n'avais pas compris c'était le souci qu'on avait que la révolution ne dévie pas de sa ligne. Ne m'avait-on pas dit qu'autrefois, chaque fonctionnaire passait un mois par an dans une commune populaire ou une usine pour connaître les masses, mener leur vie et participer à leur travail ? — Je le savais. Je savais aussi que tous les officiers, même généraux, perdaient leur grade et*

redevenaient soldats de deuxième classe, un mois pas an.

Cela, je l'admirais beaucoup.

— Ce que vous igniorez peut-être c'est que le Comité central a poussé cette mesure plus loin encore. Ce n'est plus un mois par an que les fonctionnaires devront vivre avec les masses et comme les masses, mais un an sur trois.

Le confrère qui m'accompagnait sursauta...

A partir de la fonction de directeur de bureau dans un ministère et jusqu'à l'âge de 55 ans, l'Administration allait rejoindre, par tiers, les cités ouvrières et les campagnes. La mesure, déjà entrée en application, pouvait (!) toucher les ministres et les dirigeants eux-mêmes.

Ainsi, personne ne perdrait de vue les grandes réalités révolutionnaires. Ainsi, connaitrait-on sans risque de commettre d'erreur, les aspirations du peuple ! »

Certes, cela parait autrement intéressant que la chasse aux maigres satisfactions que pourrait s'octroyer quand même le peuple chinois avec ses maigres salaires, — embourgeoisement intolérable et vigoureusement stigmatisé — comme nous le décrit *Félix Cesselin*, cité d'après « Nice-Matin », dans une récente R.P. Certes cela parait autrement intéressant que la « *fabrication de l'homme marxiste à 700 millions d'exemplaires, ni intellectuel, ni manuel, ni rural, ni citadin, ni civil, et (bien entendu, c'est le fin du fin) : ni homme, ni femme.* » Mais, même pour cette grande nouvelle là, dans le pays où le luxe des musées, grands hôtels et restaurants, pour hôtes de marque du pouvoir, selon les longues relations du même auteur, Jules Roy, se développe à l'exact contrepied de l'austérité, y compris sexuelle, réclamée sans arrêt, exigée sans arrêt, par des moyens de persuasion irrésistibles, auprès du peuple chinois. Même pour cette grande nouvelle, trop souvent échaudés nous restons sceptiques. D'autres documents auront peut-être été plus convaincants, avant que nous discutions véritablement.

Jean DUPERRAY.

A QUOI SERT L'AIDE AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS?

On parle beaucoup de l'insuffisance de l'aide apportée aux pays sous-développés, et c'est vrai. Mais on parle beaucoup moins de l'usage que les pays sous-développés font de l'aide qu'ils reçoivent. Or il semble évident qu'une part considérable de cette aide est gaspillée dans des constructions somptuaires de prestige, dans des activités militaires et policières, dans l'entretien d'une bureaucratie parasite qui exploite les travailleurs de ces pays plus férocement encore que ne le faisaient les colons. Elle est gaspillée aussi dans des activités économiques de prestige pour lesquelles le pays n'est pas apte.

C'est ainsi que le « Monde » du 30 mars nous apprenait que l'Algérie venait de recevoir une nouvelle livraison de « Mig » soviétiques comprenant une douzaine de chasseurs à réaction. Et le journal ajoute : « Cette dernière livraison porte à plus de 80 le nombre des « Mig » de type 15, 17 et 21 fournis par l'U.R.S.S. à l'Algérie ».

Ainsi l'Algérie dont le peuple crève de faim, l'Algérie qui quémande l'aide de la France et de l'Amérique, cette Algérie consacre le peu de ressources dont elle dispose pour acheter (car les Soviétiques ne donnent pas, ils vendent) des avions de guerre.

Et pour quoi faire ?

Pour parader, comme le font toujours tous les régimes de dictature qui exploitent leur peuple. Et aussi pour mater ce peuple si jamais il s'avisait de préférer le beurre aux canons. — **P.R.**

ZOOM

La canonnière du Yang-Tsé

Des films aussi longs que celui-là sont forcément sujets à bien des critiques ; les défauts ne manquent pas : quelques longueurs, un ton parfois légèrement « frère-prêcheur ». Mais tout cela n'est pas grave, il faut le reconnaitre, car ce film est remarquable.

Le thème tourne autour d'une canonnière américaine qui, en 1926, est chargée de protéger les ressortissants américains dans les zones proches du Yang-Tsé. Les principaux protagonistes seront : un commandant américain borné et imprégné des règlements et codes d'honneur de West Point, un lieutenant naïf qui veut en découdre, un équipage qui se laisse aller au farniente et dominer par les Chinois, un quartier-maître mécanicien (Steve Mas Queen) lucide, profondément humain mais réaliste, un autre quartier-maître, sa maitresse asiate, un Chinois pro-américain (Mako), pauvres êtres ballotés par la tempête ; un pasteur missionnaire parfaitement stupide et son institutrice (Candide Bergen) tout aussi ridicule.

On ne peut s'empêcher d'avoir un profond mépris pour ce Tartuffe protestant qui pousse les Chinois au meurtre contre ses compatriotes, ce qui ne l'empêchera pas d'ailleurs d'être abattu par ses protégés ; on regrette que l'institutrice ne suive par le même chemin et que deux marins se fassent tuer pour la sauver.

Nous pouvons remercier Robert Wise, le metteur en scène, de nous avoir ainsi rappelé la bêtise noire et parfois criminelle de certains marchands de bénédictions, frères de ces missionnaires protestants du Canada qui, pour convertir les Indiens, attendent la famine et jouent le chantage aux vivres pour en faire des « Chrétiens ».

Mais ce film a bien d'autres aspects séduisants: l'atrocité de la guerre, la stupidité galonnée, l'implacable xénophobie des Chinois, armés de plus d'une idéologie impérialiste, dignes successeurs des dynasties mandchoues et des envahisseurs mongols qui écrasèrent la Vieille Chine pour en faire pendant plusieurs siècles la patrie de la famine. Là aussi nous pouvons remercier Robert Wise qui nous met ainsi en garde contre les illusions à propos du communisme chinois, que certains intellectuels exaltent plutôt que de soutenir ceux qui, à l'intérieur même de la Chine impérialiste, luttent pour un véritable socialisme révolutionnaire contre le Sanhédrin des Technocrates Maoïstes.

Enfin, il y a la mise en scène, impeccable, ces paysages photographiés à la perfection ; une scène d'abordage, une des plus belles, une des plus cruelles aussi, de l'histoire du cinéma.

Tout cela contribue à faire de la « Canonnière du Yang-Tsé », un très grand film, réalisé par une équipe de techniciens et d'interprètes exceptionnels.

Voilà un film qui marquera dans l'histoire du cinéma.

Edouard DUCOURAU

Le dépérissement de l'Etat est un processus de longue durée qui, dans la phase actuelle, se réalisé par une participation toujours plus large à l'autogestion.

TITO.

Parmi nos LETTRES

Plages et mazout

D'un marin :

« Tant qu'il y aura des bateaux, il y aura des naufrages. » Je tiens pour assurée cette proposition émise par un ancien, un jour que nous faisions route vers l'Australie.

Et l'on parle maintenant — on fait même plus qu'en parler ; on va les avoir — de pétroliers de 500.000 tonnes : plus de quatre fois le volume du Torrey Canyon ! *De quoi frémir ! Je ne vois qu'une solution en cas d'accident : sitôt l'équipage évacué, mettre le feu à l'épave.*

Cependant un navire n'a de naufrage grave qu'une fois dans sa vie. Comme tout ce qui vit ! Mais — encore comme tout ce qui vit — il est soumis à des nécessités périodiques. Pour un tanker, c'est l'obligation de vidanger ses tanks. Un règlement dit que cela ne doit être fait qu'à une certaine distance des côtes, une centaine de « milles ». Pensez si les capitaines s'en occupent ! Ils font leurs besoins dès qu'ils sont hors de vue.

Le résultat ? Nous avons tous pu le voir sur les plages, surtout s'il y a des roches : les cuisses ravissantes de jeunes madames sont non pas zébrées, léopardées de taches brunes très difficiles à faire partir, même avec du savon.

Le remède ? Il paraît simple. Que les navires envoient leur vidange non pas à la surface mais au fond de l'eau. Un malaxeur à la sortie du tank incorporerait l'huile à un produit de densité supérieure à 1 (poudre calcaire ou siliceuse). De tels appareils devraient être obligatoires. Aucun capitaine ne devrait avoir le droit d'appareiller s'il ne démontre qu'il en est pourvu, et qu'ils sont en bon état de marche.

Cela ferait un peu de travail utile, pour MM. les inspecteurs de la navigation, qui ne foutent rien.

A propos du régime des retraites

Il y a déjà un certain temps, LOUZON écrivait à l'un de nos camarades ce que l'on va lire :

Je vois par l'article de Lime que je viens de lire que la question de la « capitalisation » des retraites revient à l'ordre du jour. Il faut absolument s'opposer vigoureusement à ce vol manifeste. Il serait bon, notamment, de rappeller la violente et durable campagne que fit la C.G.T. aux environs de 1910 contre le premier projet de retraite ouvrière, qui était basé justement sur le système de capitalisation que la C.G.T. dénonçait comme un vol, dénonciation qui fut remarquablement confirmée par les événements puisque les sommes qui furent versées pour les retraites dès qu'elles furent instituées se traduisirent par des retraites insignifiantes (quelques sous par jour) lorsque les assujettis parvinrent à l'âge de la retraite, c'est-à-dire après 1914 du fait de la dépréciation du franc.

Rappeler également l'histoire beaucoup plus ancienne et d'autant plus éloquente de la Caisse des Invalides de la Marine, constamment pillée par l'Etat.

Sur cette campagne de la C.G.T. tu trouveras toute la documentation dans « la Bataille syndicaliste » de l'époque, le quotidien (officieux) de la C.G.T. Tu y trouveras notamment la reproduction in-extenso du discours d'une sénateur (d'ailleurs bourgeois) relatant par le détail toutes les opérations de pillage effectuées par l'Etat sur la Caisse des Invalides.

Je suppose qu'on peut trouver « la Bataille Syndicaliste et « La Voix du Peuple », (l'organe officiel de la C.G.T.) à la Bibliothèque nationale. En tous cas Monatte devait avoir la collection des deux, et Colette Chambelland doit donc savoir où elles se trouvent.

Il y a là, tout mâché, *le canevas d'une recherche.*

Le camarade qui se dévouera à cette petite recherche pourra nous sortir quelque chose de bougrement intéressant !

Rappelons-lui que, vers 1910, on a appelé les futures « retraites ouvrières » des « *retraites pour les morts* ». Et l'on a chanté :

Enfin, ça y est, nous sommes en république !
Tout marche bien, toute le monde est content :
Le président de la République
Ne gagne plus que douze cent mille francs par an.
Aussi l'on a les retraites ouvrières.
Six sous par jour, ça c'est un vrai bonheur... »

Oû est l'internationalisme prolétarien ?

De Jean TEILHAC (Creuse) :

Remarqué dans le dernier numéro la page de Raymond Baranton : « Pas de gaullisme de gauche » et de Gaulle « organiquement » conservateur (Guilloré). J'imagine que c'est évident pour tous les lecteurs de la R.P.

Mais, pour revenir à Raymond Baranton, il affirme que « la jonction des voix des travailleurs français et des représentants des pays colonisés aurait très tôt transformé la fédération en communauté socialiste » me parait une vue bien optimiste des choses, qui ne repose ni sur le reflet du passé, ni sur l'examen du présent.

Je suis bien entendu sans plus d'illusion que Baranton sur l'anticolonialisme de de Gaulle. Mais je n'ai pas davantage d'illusions sur l'anticolonialisme des « travailleurs français ». « L'Empire » restera un des grands scandales de la République, un scandale dont les travailleurs français se sont, dans leur masse, parfaitement accommodés, comme ils continuent à s'accommoder très bien présentement, toujours dans leur grande masse, de l'effroyable condition du Tiers-Monde. Voyez, autour de vous, la dégradante adhésion populaire au cartiérisme.

La libération des peuples colonisés a été l'œuvre des peuples colonisés mêmes. L'aide que les maigres cohortes de la 5e colonne des travailleurs des pays colonisateurs leur ont apportée n'a pratiquement pas compté. Il en est de même de l'aide des pays dits « socialistes ». Problèmes douloureux.

Quelques compliments... bien venus ...et bien acceptés

De Jean MEYSSONNIER (de l'Ain) :

« *...Félicitations à toute l'équipe et meilleurs vœux de progrès dans la diffusion* ».

D'Emile PERROT (du Pas-de-Calais) :

« Comme chaque année, il faut qu'un rappel me parvienne pour que je remplisse mes obligations envers la R.P. Et pourtant je n'ignore rien des exercices de corde raide qu'il vous faut accomplir. Quant au contenu, il serait navrant d'y voir tout le monde chanter sur le même ton. Continuez ainsi. Bon courage. »

D'André RESPAUT (de Narbonne) :

Je réitère mes félicitations à toute l'équipe pour l'effort que vous faites pour faire paraitre cette revue , la plus complète du mouvement syndical et social.

INFORMATIONS SYNDICALES

Dans un rapport dont nous parlons d'autre part, l'Union départementale F.O. de la Loire a étudié « de nouveaux moyens d'action ». *Voici, à titre d'information, un passage important de ce rapport.*

DE LA REFLEXION A L'ACTION

L'U.D.F.O. de la Loire poursuit depuis quelques années son œuvre de réflexion qui s'est traduite lors de son dernier Congrès par un rapport important d'analyses où ne furent pas développés suffisamment les moyens d'action d'un syndicalisme adapté à son temps. Nous voudrions aujourd'hui y revenir car, en fait, *réfléchir* : c'est *préparer l'action*. D'aucuns nous accuseront de trop *méditer* ; en fait, c'est délibérément que nous le faisons, préférant analyser, rechercher des méthodes, que de nous laisser pousser par les événements, sans les comprendre, en donnant de temps en temps l'impression d'agir à travers quelques mouvements inefficaces, comme le font certaines qui, au fond, ne cherchent qu'à « justifier » l'existence de leurs organisations syndicales.

Le cadre où s'exerce notre action a changé... L'hexagone est devenu l'Europe. Le libéralisme s'incline devant la planification. C'est tout, mais c'est essentiel.

Ajoutons à cela qu'à une minorité près, les travailleurs ne se battent plus pour « le pain », mais pour l'amélioration de leur mode de vie et la stabilité de l'emploi et nous devons bien convenir alors qu'il faut, nous aussi, nous « reconvertir ».

L'Europe devient une réalité économique, vivante, et sa construction était nécessaire. L'abaissement des barrières douanières pose à tous les participants des problèmes, mais est indiscutablement facteur de progrès dont tous nous devrions profiter après les heurts consécutifs à la mise en place... C'est à son niveau et dans son cadre que devraient s'harmoniser les structures sociales et se discuter par branches de nouvelles conventions collectives. Des amorces sont entreprises en ce sens.

Cette vue qui peut paraitre lointaine l'est en réalité beaucoup moins car l'Europe ne pourra être complète seulement par une juxtaposition des systèmes, mais bien par leur harmonisation. *C'est, non pas à partir des coûts salariaux ou des investissements que doivent être établies les concurrences nécessaires, mais bien à partir du génie des hommes.* La première forme en effet ne constituerait qu'une surexploitation de certains par rapport aux autres.

La planification : nous l'avons voulue à notre endroit indicative et souple. Nous la voulons toujours puisqu'aussi bien nous repoussons toute idée de totalitarisme. Nous la souhaiterions cependant plus rigide à l'égard des concentrations ou des fusions entrainant des déplacements de main-d'œuvre ou des suppressions d'emplois. Il faut chaque fois où cela est possible, maintenir ou créer les emplois à l'endroit où les disponibilités de main-d'œuvre existent. Il faut faire admettre cette idée, sortir des textes et des instruments de contrôle, par accords contractuels et actes législatifs.

D'autre part, le phénomène planiste étant irréversible puisque lié à l'idée de rationalisation des sociétés industrielles, il faudra bien admettre que l'exécution d'un plan a ses exigences, en particulier dans la répartition de ses fruits. En conséquence, il apparaitrait naturel de pouvoir — plan établi — conclure un contrat répartissant ses fruits qui pourrait être remis en cause par les parties en cas de dépassement des prévisions (ou l'inverse ?) *Ainsi, irions-nous vers des conventions collectives de durée égale au plan.*

Mais l'opinion générale et même beaucoup de nos militants ne sont pas encore prêts à accepter l'idée qu'il faut modifier notre comportement traditionnel au niveau des moyens. Trop peu sont encore persuadés qu'à situation nouvelle il faut s'adapter, et c'est d'autant plus vrai qu'en notre milieu syndicaliste révolutionnaire, on en reste souvent aux mêmes armes et aux mêmes arguments, même devant la constatation d'échecs. Là, les influences externes du syndicalisme jouent de tout leur poids, aussi il faut informer et, bien entendu, par les moyens les plus modernes. Cela suppose donc que l'organisation syndicale ait accès fréquent à la radio et à la télévision, la presse ne touchant qu'un nombre restreint de gens ayant conservé le goût de la lecture ou disposant de temps libre, ce qui est rarement le cas des salariés.

LA FEDERATION SYNDICALISTE DES P.T.T. REVENDIQUE...

La Fédération Syndicaliste Force Ouvrière, soucieuse de l'intérêt direct des travailleurs des P.T.T. qu'elle représente, mais attentive également à l'intérêt général, appelle l'attention des parlementaires, des élus municipaux ou départementaux, des personnalités économiques et de l'ensemble des usagers sur l'importance toute particulière que revêt la préparation du budget de 1968, d'ores et déjà en cours d'élaboration.

Elle réclame à ce titre, dans le cadre d'une indispensable réévaluation des chiffres du Ve Plan, l'ouverture de crédits d'investissement en nette progression, en vue de donner enfin aux P.T.T. la possibilité de rattraper le retard qui est le leur en matière de télécommunications vis-à-vis, notamment, de nos partenaires des six pays de la Communauté Européenne. Elle demande également les moyens financiers autorisant la création aux P.T.T. d'un atelier témoin de matériel, susceptible, dans un premier stade, de permettre un contrôle efficace des fabrications de leurs fournisseurs.

La Fédération Syndicaliste réclame aussi les créations d'emplois nécessaires pour améliorer les conditions de travail dangereusement dégradées et pour écouler le trafic dans les différents compartiments, techniques et d'exploitation. Elle s'insurge, entre autre, contre le refus systématique de créer des emplois d'opératrices du téléphone, alors que le trafic manuel continue de s'accroître, contre les réductions excessives d'effectifs dans les centres et bureaux automatisés ou mécanisés, contre les concentrations exagérées en matière de distribution, contre la suppression des bureaux de poste dans les zones rurales qui tend à faire disparaitre toute présence administrative des villages français et à éteindre toute vie active dans les campagnes.

Elle revendique en outre pour les travailleurs des P.T.T. une politique plus sociale, notamment en matière de rémunération et de carrières. Bien que le problème des traitements intéresse toute la Fonction Publique, elle souligne à cet égard le fort pourcentage d'agents des catégories C et D et d'auxiliaires qui appartiennent aux P.T.T.

Elle demande que le montant de la prime de résultat d'exploitation soit, sans plus attendre, porté, comme l'Administration s'y était engagée, au niveau de la rémunération mensuelle de début du préposé et qu'une indexation lui permette ensuite de suivre l'évolution des rémunérations et les résultats de l'entreprise.

Elle insiste enfin pour que des mesures budgétaires efficaces permettent l'application d'une véritable promotion sociale théoriquement prévue par les différents statuts de personnel et une revalorisation des indemnités dont les taux ne sont plus en rapport avec les charges et sujétions qu'elles sont sensées compenser.

Sur le plan des recettes budgétaires, la Fédé-

Ce qui est logique sur le terrain des partis ne l'est pas sur le terrain syndical. Il peut y avoir autant de partis qu'il y a d'opinions politiques. Le mouvement syndical ne peut être qu'un, puisqu'il doit grouper tous les salariés en face du patronat.

Pierre MONATTE.

ration Syndicaliste a depuis longtemps avancé les formules pouvant aboutir à un véritable assainissement du budget des P.T.T., par le paiement ou la compensation au niveau des prix de revient des services rendus. Ainsi un crédit d'équilibre du budget général devrait compenser le transport et la distribution de la presse effectués à perte ; ainsi les Finances devraient couvrir le coût du fonctionnement des chèques postaux qui mettent à la disposition du Trésor 24 milliards de francs actuels. *Ces mesures préalables à l'autonomie budgétaire et de gestion des P.T.T.* permettraient déjà de donner à l'entreprise sa physionomie réelle.

En ce qui concerne le financement des dépenses d'investissements, la Fédération Syndicaliste rappelle qu'elle a depuis longtemps réclamé l'application de la loi Minjoz à la C.N.E., permettant l'utilisation d'une partie de l'excédent des dépôts sur les retraits et suggéré aussi la mise à la disposition des P.T.T. d'une partie de l'accroissement constant des dépôts des chèques postaux. Elle réclame de plus le retour aux emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, utilisatrice des fonds de la Caisse Nationale d'Epargne.

A travers les LIVRES

C'est une ample moisson de livres qui nous est arrivée ces derniers temps par leurs auteurs ou par leurs éditeurs. Nous nous excusons de n'avoir pas disposé d'un temps suffisant pour les lire complètement et les commenter. Nous y reviendrons. Mais nous tenons déjà à les présenter à nos lecteurs, en faisant d'ailleurs appel à eux pour qu'ils nous envoient leur propre critique.

R. G.

LES TRAVAILLEURS ET LE SENS DE LEUR HISTOIRE

(Marcel David - Editions Cujas.)

Il s'agit d'un gros ouvrage du professeur *Marcel David*, de la Faculté des Sciences économiques de Paris. C'est une étude très fouillée, inévitablement professorale dans sa forme et qui vaut une lecture attentive ; (nous n'en sommes qu'à la page 140, c'est-à-dire à un peu moins de la moitié). Pour montrer déjà tout l'intérêt de ce travail pour les militants ouvriers, quelques extraits de la table des matières suffiront et inciteront les amis de « la R.P. » à y regarder de près : *La conscience de classe - Essai de définition de la classe ouvrière - La classe ouvrière dans la civilisation industrielle - La lutte des classes, mythe ou réalité ? - La lutte des classes, réalité scientifiquement observable.*

LA GUERRE ET LA REVOLUTION GUERRES D'ASIE

(Pierre Naville - E.D.I.)

Le camarade *Pierre Naville* réunit dans cet ouvrage un ensemble de chroniques rédigées entre 1949 et 1956, au cours de la deuxième phase de la guerre franco-vietnamienne et pendant toute la durée de la guerre de Corée. Pour comprendre comment ce recueil d'articles déjà anciens s'insère dans la tragique réalité d'aujourd'hui, voici ce qu'écrit Naville dans son introduction : « *Leur politique impérialiste antérieure disqualifie les hommes politiques qui occupent encore le devant de la scène : en donneurs de leçon, en décolonisateurs improvisés, il peuvent se faire applaudir au-delà des frontières, mais leur intervention active est privée de toute vertu. C'est ainsi que la guerre a pu se ranimer et prendre de vastes proportions au Vietnam sans que le gouvernement français puisse faire autre choce que d'appeler de ses vœux le rétablissement de la paix... Ce sont de plus grands et de plus forts, les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine qui sont en train de se disputer le sort de l'Asie, mais ils en disputent à propos d'un conflit où c'est le peuple vietnamien qui a pris en main son propre destin, et qui manifeste avec éclat sa volonté de le trancher lui-même.* »

MECANISMES DU POUVOIR EN AMERIQUE LATINE

(Luis Mercier Vega - Editions universitaires.)

On ne présente pas *Luis Mercier Vega* dans cette revue où il écrivit. Nous connaissons son talent de journaliste et d'écrivain. Ce talent se manifeste surtout, comme il le fit encore dans ses articles du « Monde », par ses notations prises sur le vif et qui nous font pénétrer vraiment au cœur de cette Amérique du Sud, point chaud du globe, dont il nous arrive parfois de parler sans la connaître. Luis Mercier Vega la connaît. Ses opinions sur les situations réelles, les luttes, les doctrines et les perspectives alimenteront une discussion toujours ouverte chez nous. Mais ses tranches de vie sud-américaines sont déjà une importante contribution à la connaissance, donc à la compréhension, de ce continent agité. Voici les premières lignes du livre :

« *Sur les hauts plateaux de Bolivie, près le la route qui court droit entre La Paz et le lac Titicaca, un marché réunit pour une journée quelques dizaines d'Indiennes, jeunes et vieilles, aux joues de poterie cuite et aux dents éclatantes de blancheur. Elles ont devant elles, en petits tas alignés sur du papier, des pommes de terre déshydratées, des fruits secs, des bananes, de la farine de manioc, des feuilles de coca et des herbes médicinales. Peu d'argent circule de chaland à vendeur, si ce n'est pour les bidons d'alcool que les hommes emportent... A quelques centaines de kilomètres, Sao Paulo, ville industrielle, dresse ses gratte-ciel...* »

HO CHI MINH

(Jean Lacouture - Editions du Seuil.)

Cette biographie, écrite par *Jean Lacouture* dont nous connaissons les reportages brillants et l'intelligence exceptionnelle, retrace aussi l'histoire du « combat le plus long contre l'ordre des puissants ». Nous rencontrons d'abord le futur leader dans sa jeunesse parisienne quand il s'appelait encore Nguyen Hai Quoc. Les vieux abonnés de notre revue ne liront pas sans émotion ces lignes des premières pages : « *Les premiers contacts politiques, il les prend dans une petite librairie du quai Jemmapes tenue par un militant ouvrier nommé Hasfeld, et que frequenta, dit-on, Léon Trotsky. Il se lia d'abord avec les militants syndicalistes révolutionnaires, comme Monatte et Bourderon, et pacifistes comme Marcelle Capy... M. Hô Van Tao cite le portrait du futur Hô Chin Minh tracé à la même époque par Jacques Sternel, et publié depuis lors dans « La Révolution Prolétarienne » : « Il n'était encore qu'un petit ouvrier photographe qui gagnait difficilement sa vie... Un jeune homme frêle, de petite taille, au visage émacié et au regard très doux, où l'on voyait briller cette flamme qui illumine si souvent les yeux de ceux qui sont exaltés par une idée...* »

JEUNESSE DIFFICILE OU SOCIETE FAUTIVE ?

(Semaine de la pensée marxiste - Bruxelles - Introduction de René Zazzo - aux Editions du Pavillon, Paris.)

Sur cette importante question de brûlante actualité, voici une étude collective marquée évidemment par son origine : la semaine bruxelloise de la pensée s'affirmant « marxiste ». Nous la lirons comme une contribution utile à la discussion d'un problème de notre société contemporaine. Voici les quatre chapitres de l'ouvrage : *La jeunesse au travail - La jeunesse et l'amour - Jeunesse délinquante - Jeunesse difficile ou temps difficiles ?*

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er MARS. — Grève des mensuels de la métallurgie à **Saint-Nazaire.**

La grève de Rhodiacéta, partie de Besançon, s'étend à 7.000 ouvriers de **Lyon.**

JEUDI 2. — **La Syrie,** en conflit depuis trois mois avec l'Iracq Petroleum Company, signe un accord sur les redevances.

VENDREDI 30. — Les **Trade-Union britanniques** se prononcent pour une « modération volontaire » des salaires.

Le Maroc demande à l'O.N.U. de contrôler ses armements et ceux de l'Algérie.

SAMEDI 4. — A **Bonn,** plusieurs personnalités politiques préconisent la reconnaissance du gouvernement de l'Allemagne de l'Est.

DIMANCHE 5. — Premier tour des **élections législatives** : les gaullistes obtiennent 37,75 % des suffrages, les communistes 22,46 %, la gauche 18,79, le Centre démocrate 12,79, le PSU et divers gauches 2,26 et divers droites 5,95.

LUNDI 6. — Procès de Tschombé au **Congo.**

En **Argentine** une loi permet de mobiliser les étrangers pour le « service civil de défense ».

MARDI 7. — Lancement d'une nouvelle **fusée française** à Hammaguir. Il est décidé, conformément aux **accords d'Evian,** que les bases sahariennes seront évacuées le 1-7-67.

James Hoffa se livre à la police pour purger **sa** peine de 8 ans de prison.

MERCREDI 8. — Nouveaux blocages à **Djibouti** en vue du référendum.

JEUDI 9. — La C.G.T. obtient du tribunal de Thonon la condamnation d'une entreprise qui avait entravé l'exercice des fonctions d'un **délégué du personnel.**

A **Java,** des communistes partisans de Sukarno se heurtent à la police : 80 morts.

VENDREDI 10. — En **Colombie,** l'armée déclenche l'offensive contre des insurgés.

SAMEDI 11. — La fille de **Staline** arrivée à Genève obtient un permis de séjour en Suisse.

L'ambassadeur du **Burundi** en France, rappelé dans son pays, est arrêté à Bujunsbura.

DIMANCHE 12. — Second tour des **élections législatives** : les gaullistes totalisent 244 députés, la gauche 116, les communistes 73, le Centre démocrate 27, le PSU 4, divers gauches 6, divers droites 15.

Sukarno cesse d'être président de l'**Indonésie.**

LUNDI 13. — Les coopérants français en **Algérie** ne sont plus astreints au régime du quitus fiscal.

Tschombé est condamné à mort par contumace à **Kinshasa.**

MARDI 14. — Près de **Saint-Germain,** série de cérémonies marquant le départ de France des troupes américaines.

Manifestations de chômeurs en **Israël.**

La Jordanie se retire de la Conférence de la Ligue arabe.

A l'O.N.U., plusieurs pays africains et asiatiques proposent un blâme à la France pour les conditions de la préparation du référendum à Djibouti.

M. Thant propose un « plan de paix » pour le Vietnam.

MERCREDI 15. — Le procès intenté en usurpation de titre aux dissidents gaullistes est abandonné.

JEUDI 16. — Des milliers de **viticulteurs** manifestent à Carcassonne, Montpellier et Draguignan contre l'importation des vins d'Algérie.

La presse soviétique rejette les prétentions roumaines sur la **Bessarabie.**

A Cuba, Fidel Castro dénonce les communistes **vénézuéliens** comme défaitistes.

Moscou annonce que la semaine de travail de cinq jours sera appliquée pour le 50e anniversaire de la révolution.

VENDREDI 17. — Lock-out aux usines **Berliet** à Lyon.

Le P.C. vénézuélien réagit violemment aux accusations de Fidel Castro.

SAMEDI 18. — 25 députés travaillistes britanniques s'inquiètent du sort de **Ben Bella** et réclament une intervention de la Commission des Droits de l'Homme.

LUNDI 20. — La direction des **Chantiers de l'Atlantique** décide de fermer les ateliers de Saint-Nazaire.

500 intellectuels espagnols réclament la libération du leader syndical **Camacho.**

Violents incidents à Djibouti : onze antochtones tués.

MARDI 21. — **Hanoï** repousse le « plan de paix » de M. Thant.

JEUDI 23. — Reprise du travail aux usines **Rhodiacéta** à Lyon.

Svetlana Staline obtient le visa de séjour aux U.S.A.

Au Congrès du syndicat national de l'Enseignement secondaire, progrès des communistes.

SAMEDI 25. — Dixième anniversaire du Traité de la **Communauté Européenne** des Six.

DIMANCHE 26. — Nombreux attentats à **Aden** contre l'arrivée de la mission d'enquête de l'O.N.U.

MARDI 28. — Première journée de chômage sur les trois décidées par le conseil d'administration des Houillères du Nord.

MERCREDI 29. — De Gaulle lance à Cherbourg le premier **sous-marin nucléaire** français.

Reprise du travail chez **Berliet** à Lyon.

Une douzaine de « Mig » soviétiques sont livrés à l'Algérie, ce qui porte leur nombre à plus de 80.

JEUDI 30. — Le syndicat de la **presse parisienne** demande à Bourguiba la libération de M. Smadja.

Après avoir fait l'éloge de Nasser au Caire, **J.-P. Sartre** fait siennes à Tel-Aviv certaines thèses d'Israël.

C.G.T. et C.F.D.T. lancent un ordre de grève illimitée aux mineurs de fer de Lorraine.

VENDREDI 31. — Les mensuels de **Saint-Nazaire** rejettent les propositions patronales.

A **Saint-Etienne,** l'augmentation des salaires des métallurgistes, acceptée par F.O., est repoussée par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Cortège ouvrier à **Bordeaux** organisé par F.O., C.G.T. et C.F.D.T., par solidarité avec les métallos lock-outés des Forges et Ateliers du **Sud-Ouest.**

Les drapeaux des 15 pays **de l'O.T.A.N.** sont enlevés de Rocquencourt où ils flottaient depuis 1951.

Chrysler annonce le licenciement de 21.000 ouvriers de ses usines de Détroit.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1967

RECETTES		
Abonnements ordinaires	845,—	
Abonnements de soutien	445,—	
		1.290,—
Souscription		128,35
Vente au numéro		30,—
Total des recettes		1.448,35
En caisse au 1er mars 1967		1.759,63
		3.207,98
DEPENSES		
Impression, expédition numéro de décembre 1966		1.563,67
Frais de déplacement (deux mois)		180,—
Téléphone		114,60
Rédaction bandes numéro d'avril		40,—
Frais divers (reliquat impôts, équipement)		43,81
Total des dépenses		1.942,08
En caisse au 31 mars 1967 (C.C.P.)		1.265,90
		3.207,98

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lacrouts (Calvados), 50 ; Chéron (Paris), 30 ; Toesca (Seine), 35 ; Laumière (S.-et-O.), 30 ; Fédération F.O. Travaux Publics, 30 ; Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 30 ; Sauvé (Dordogne), 60 ; Viette (Bruxelles), 100 ; Marcel Martin (Paris), 50 ; Delsol (Paris), 30. — Total : 445 F.

SOUSCRIPTION

Duval (Paris), 5 ; Langlois (Seine), 3 ; Bercher (Loiret), 41,85 ; Duperray (Loire), 5 ; Boissel (Ardèche), 5 ; Buren (Côte-d'Or), 5 ; Rozet (Loire), 5 ; Maugez (Seine), 3 ; Sorin (Loire-Atlantique), 5 ; Siriex (Rhône), 10 ; Jardin (Côte-d'Or), 10 ; Henry (Indre-et-Loire), 10 ; Chevance (Côtes-du-Nord), 2,50 ; Liège (Vienne), 3 ; Trellu (Seine), 5 ; Teilhac (Creuse), 5 ; Chiland (Paris), 5. — Total : 128,35.

ERRATUM : Dans cette rubrique, au numéro de novembre 66, parmi les abonnements de soutien, au lieu de : **Claveyrolas (Seine), 30,— ; Costentin (Seine), 50,— ;** il faut lire : **Claveyrolas (Loire), 50,— ; Costentin (Seine), 30—.**

Les Editions Syndicalistes

21, rue Jean-Robert - Paris 18e - C.C.P. 21 764-88 Paris

Notre coopérative vous propose **une sélection de son catalogue :**

J'avais vingt ans, de René MICHAUD	15,—
La Presse Quotidienne, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, de Nicolas FAUCIER	15,—
La Chine, Ses trois millénaires d'histoire, ses cinquante ans de révolution, de Robert LOUZON	5,—

Les œuvres des écrivains du prolétariat :

Daniel MOTHE :	
Militant chez Renault	12,—
Georges NAVEL :	
Travaux	4,50
Parcours	7,50
Chacun son royaume (préface de Jean Giono)	12,—
Maurice LIME :	
Les belles journées (l'épopée ouvrière de 1936)	5,—
Métro Place des Fêtes (Le Paris ouvrier des années 60)	9,—
Le Maire du Palais (confession d'un technocrate)	9,—

Trois scissions syndicales, de Pierre MONATTE	7,20
La grande division des travailleurs, de Maurice LABI	27,75
Moscou sous Lénine, d'Alfred ROSMER	6,—
Laïcité, de Jean CORNEC	16,—
Les joies et les fruits de la lecture, de Roger HAGNAUER	6,—
Maurice DOMMANGET, historien du mouvement social	
Histoire du Drapeau rouge (et noir), relié	30,—
Histoire du 1er mai	7,50
L'enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune	8,20
Le Curé Meslier : un curé athée et communiste sous Louis XIV (publié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique)	30,—
Daniel GUERIN :	
L'anarchisme, De la doctrine à l'action	3,—
Ni dieu, ni maître, Anthologie historique du mouvement anarchiste	43,80

Nota : Ajouter 10 % pour frais d'envoi.

NOS BROCHURES :

Les Syndicats américains, de Maurice LIME	3,—
Les Responsabilités actuelles du syndicalisme, par la Table ronde syndicaliste de la Loire	2,—
L'actualité de la Charte d'Amiens, de Roger HAGNAUER (préface de Pierre Monatte)	1,—
Pour un nouveau manifeste socialiste, de Pierre RIMBERT (préface de Robert Louzon)	2,—

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e   Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.